

COMMUNE

De
Nivillac

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le **07/03/2023**
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Rapport

d'Orientation budgétaire 2023

Conseil municipal

Lundi 27 février 2023

1-1 Situation économique

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

- **Une hausse inédite de l'inflation depuis 40 ans : + 10,1% en zone euro / + 6,2 % en France en novembre 2022 :**

De nombreux facteurs ont eu un impact sur l'évolution des prix au cours de l'année 2022 :

- La reprise de l'économie post-pandémie et les pénuries engendrées ;
- Le conflit qui s'est déclaré dans l'est et l'impact sur le prix des matières énergétiques et des denrées alimentaires ;
- Et enfin, les récoltes de 2022 ont été lourdement impactées par les températures observées pendant l'année. Selon les études de l'INSEE, les prix des produits agricoles à la production ont augmenté encore de 13,0% en novembre 2022.

- **Pour contenir l'inflation, les banques centrales ont relevé leurs taux directeurs, au détriment de la croissance économique.**

- **Un ralentissement de la croissance fin 2022.**

Après un début d'année très dynamique, elle a fortement ralentie pour se situer à 3% sur l'année.

- **un contexte incertain en 2023** qui dépendra de l'issue du conflit en Ukraine, de la situation en Chine et des conditions climatiques

Les banques centrales continuent leur politique de hausse des taux pour faire face à une inflation qui reste préoccupante, ce qui pénalise la croissance.

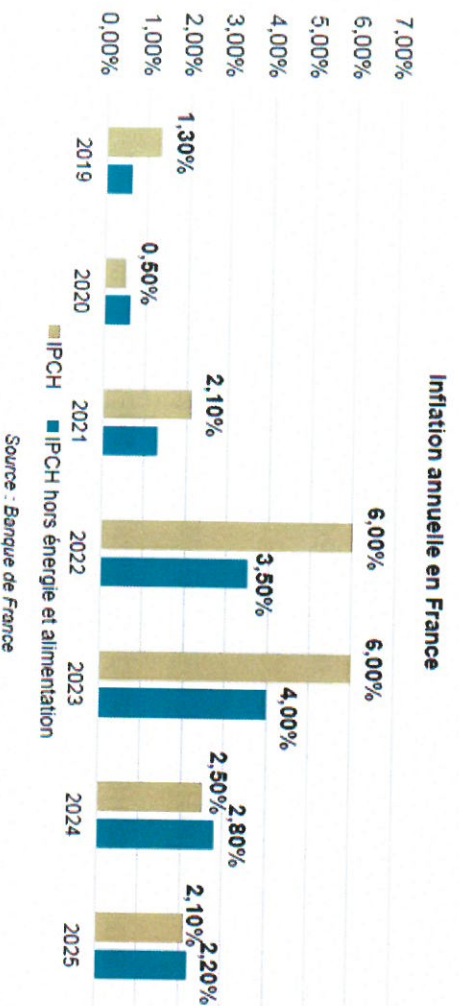
Les prévisions 2023 de croissance ont été revu à la baisse en zone Euro (+ 0,5%).

1- 1 Situation économique

PREVISIONS 2023 - FRANCE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le *07/03/2023*
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

- **Des perspectives de croissance revues à la baisse** : le ralentissement 2022 dû au contexte de hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires va se poursuivre en 2023, la Banque de France estime le taux de croissance entre **-0,30 et 0,80**.



Une diminution de l'inflation attendue pour 2024 : l'indice des prix à la consommation harmonisée devrait baisser suite à une détente sur les prix de l'énergie et l'impact de la normalisation monétaire

Le marché du travail est resté tendu en 2022 et subit également des pénuries de main d'œuvre. En 2022, le taux de chômage a baissé et s'est établi autour de 6% malgré le ralentissement de l'activité économique, les tensions inflationnistes et le contexte international. Le taux de chômage devrait repartir à la hausse à partir du second trimestre 2023 et s'établir à 7%.

1-1 Situation économique

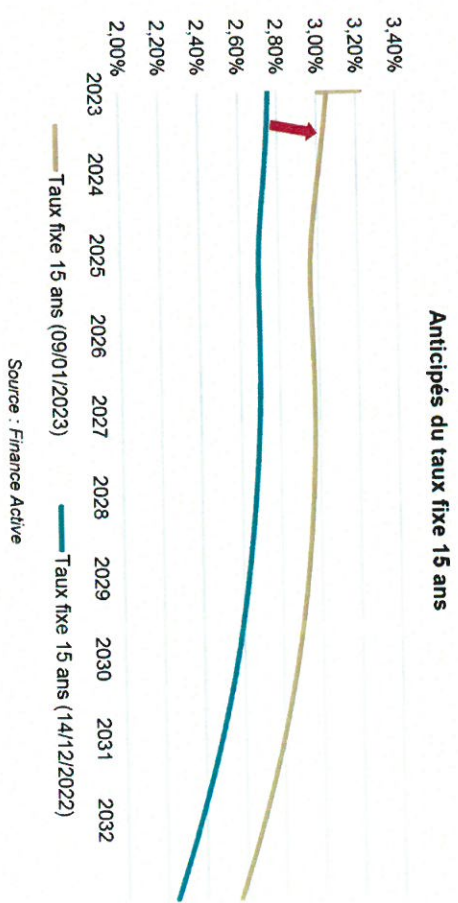
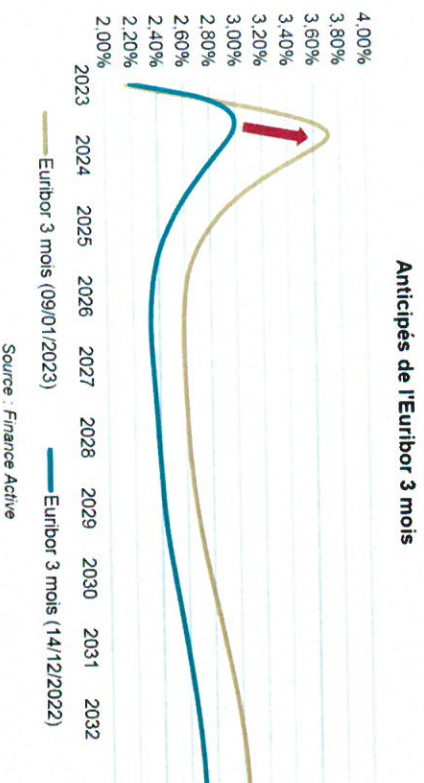
Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 0710318923
ID : 056-215601477-20230227-2023007-DE

➤ Evolution des conditions de crédits

Depuis la réunion de décembre de la BCE, les taux directeurs se sont établis à :

- 2,00% pour la facilité de dépôt ;
- 2,50% pour les opérations principalement de refinancement ;
- 2,75% pour la facilité de prêt marginal.

Les marchés avaient bien anticipé cette hausse de 0,50% mais le contenu du discours de Christine Lagarde a pris les marchés par surprise. Lors de sa conférence de presse, elle a répété à plusieurs reprises qu'une future hausse de 75 points de base (contre 50 actuellement) n'était pas exclue et que la BCE maintiendrait ses hausses de taux tant que l'inflation ne serait pas contenue. L'impact de ce discours a relevé les anticipations de marché de court et long terme



1-2 Contexte institutionnel

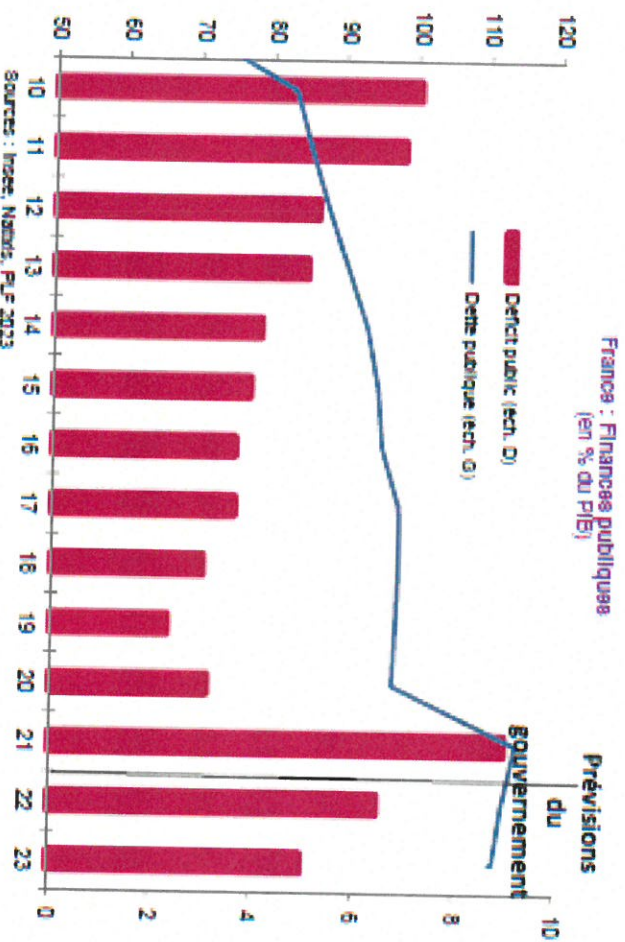
Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

En France, la crise énergétique ralentit le redressement des finances publiques.

Les 3 dernières années ont été marquées par des interventions publiques massives.

Pour 2023 le gouvernement prévoit :

- Une stabilisation du déficit public à **5% du PIB**
- Une dette publique quasi-stable à **111,2% du PIB**
- Un ratio de dépenses publiques à **56,9%**



1-2 Contexte institutionnel

Evolution des finances locales

Note de conjoncture de La Banque Postale

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

➤ **Fonds de roulement encore en augmentation mais de façon conjoncturelle**
+ 5,7 Md s € en 20 21 , contre + 4,2 Md s € en 2020 et 0,1 Md€ en 201 9
+ 1,0 Md€ en 2022

➤ **Recettes de fonctionnement toujours en croissance, pour des raisons différentes**
+ 4,1 % en 2021 (rebond post Covid 19) après 1,2 % en 2020 et +2,7 % en 2019
+ 4,0 % en 2022

➤ **Forte augmentation des dépenses de fonctionnement à cause de l'inflation**
3,1 % en 2021 (rattrapage post Covid 19) , contre +0,1 % en 2020 et 1,7 % en 2019
4,9 % en 2022

➤ **Evolution atypique des dépenses d'investissement**
Diminution : 8,3 % en 2014, 9,6 % en 2015, 3,2 % en 2016
Hausse : + 7,6 % en 2017 , 4,7 % en 201 8 , + 13,3 % en 2019
Repli en 2020 (7,5 %) mais forte hausse en 2021 ((+6,9 %)) et en 2022 (+ 6,9 %)

➤ **Croissance toujours modérée de l'encours de dette**
+ 1,5 % en 2021 après + 2,4 % en 2020 et + 0,2 % en 2019
+ 1,6 % en 2022

1-3 Mesures de la loi de finances 2023

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le **07/03/2023**
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

- **Impact de la réforme des indicateurs financeurs inscrite dans la LFI 2022**
- **Financement de l'enveloppe normée**
- **DGF bloc communal**
- **FPIC**
- **Soutien à l'investissement local**
- **Fiscalité**
- **Autres mesures**

1- 3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Application en 2023 de la réforme 2022 des indicateurs financiers

LE RÔLE DES INDICATEURS FINANCIERS

LE POTENTIEL FISCAL : C'est un indicateur de richesse fiscale. Il correspond à la somme que produirait les taxes directes de la collectivité si l'on appliquait aux bases le taux moyen national d'imposition. Il mesure la capacité qu'à la collectivité à lever des produits fiscaux sur son territoire.

LE POTENTIEL FINANCIER : correspond au potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire perçue par les communes.

L'EFFORT FISCAL : permet de mesurer la pression fiscale exercée sur le territoire de la collectivité. Il est constitué du rapport entre les produits fiscaux levés sur le territoire de la commune (commune et EPCI) et le potentiel fiscal.

L'UTILISATION DES INDICATEURS DANS LE CALCUL DES DOTATIONS

La Dotation Forfaitaire (DF)
La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)
La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)
La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)
LE FSRIF (attribution et contribution)
LE FPIC (attribution et contribution)

La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)
La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)
La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)
LE FPIC (attribution)

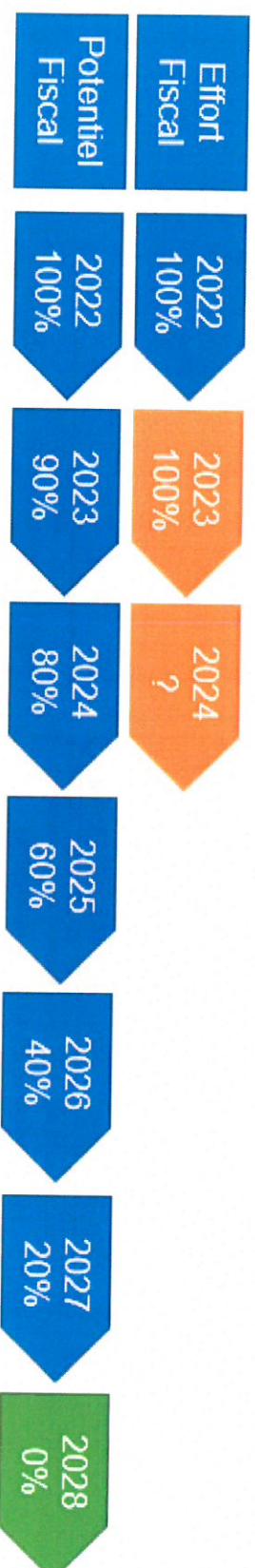
1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/05/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

➤ Impact en 2023 de la réforme des indicateurs financiers de 2022 avec lissage jusqu'en 2028.

La LF 2022 a prévu la mise en place d'une fraction de correction qui a neutralisé les effets de la réforme en 2022. Ce lissage s'appliquera donc de 2023 à 2028 via une fraction de correction qui viendra neutraliser tout ou partie de la réforme.

Le PLF 2023 maintient la fraction de correction à 100% pour l'EF en 2023 sur recommandation du CFL

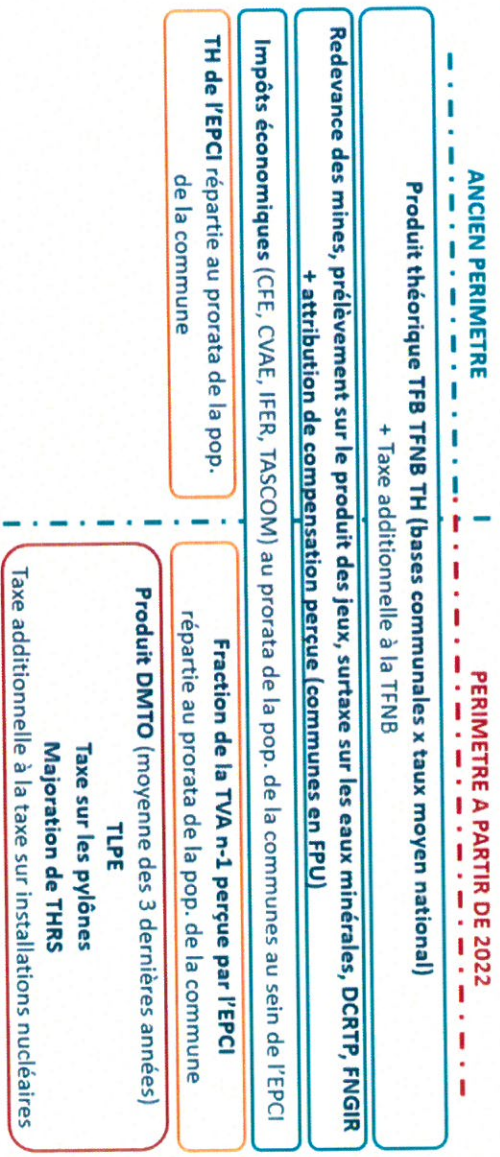


Si la fraction de correction devait initialement s'appliquer de 2023 à 2028 pour l'effort fiscal comme pour le potentiel fiscal, le PLF 2023 prévoit un maintien de la fraction de correction à **100% pour l'effort fiscal en 2023**.

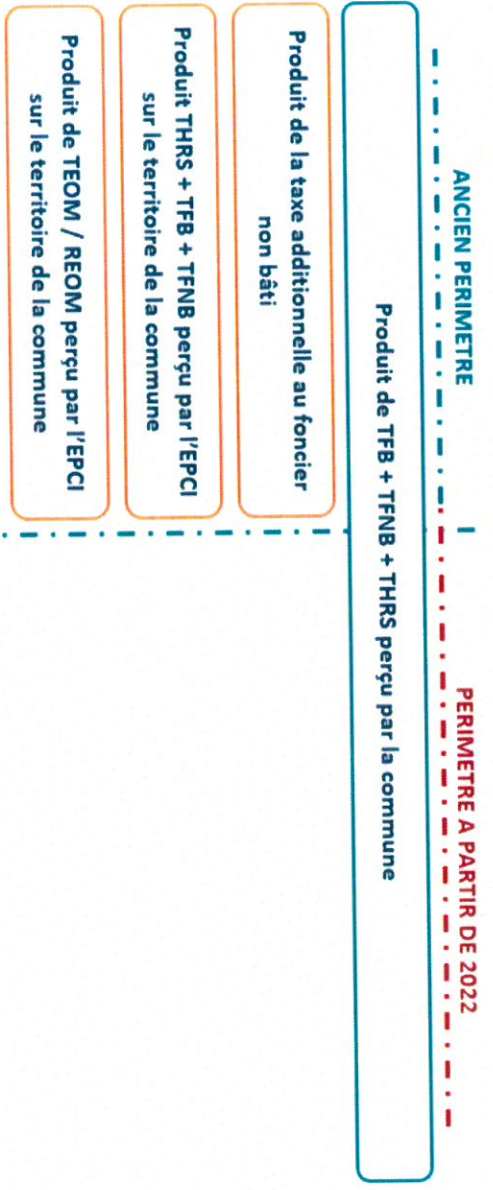
1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le 07/03/2023
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

➤ Intégration de nouvelles ressources dans le calcul du potentiel fiscal



➤ Modification du périmètre de calcul de l'effort fiscal



13

1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

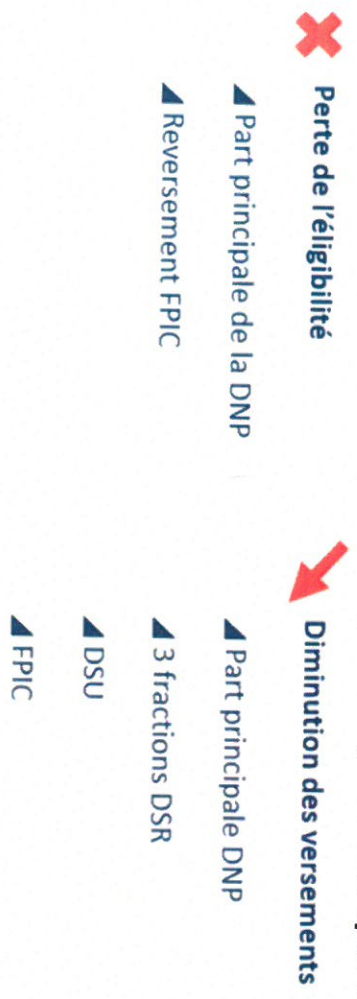
L'effort fiscal sera calculé par le rapport entre le produit des taxes directes levées par la commune et le produit des mêmes taxes en Y appliquant le taux moyen national. On passe donc d'une logique de pression fiscale sur le territoire communal à une logique d'évaluation de la mobilisation de la richesse fiscale communale.

Quelles conséquences de la réforme sur les dotations et les fonds de péréquation ?

➤ Impact possible en cas de hausse plus importante que la moyenne du potentiel fiscal



➤ Impact possible en cas d'une diminution plus importante que la moyenne de l'effort fiscal



1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le 07/03/2023
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

- **Hausse des transferts financiers de l'État aux collectivités = 110 Mds €**
 (+ 3,9% par rapport à 2022)

L'augmentation est principalement liée :

- au fonds d'accélération de la transition écologique = 2 Mds €,
- aux Prélèvements Sur les Recettes (PSR) (83% des transferts) = 45,6 Mds €.

- **Financement de l'enveloppe normée via les variables d'ajustement : le bloc communal une nouvelle fois épargné pour 2023**

En Mds € - À première courtant	LF 2023 : 110
	(LF 2022 : 105,9)
Fiscalité transférée	39,3
	(40)
Financement de la formation professionnelle	0,8
	(0,9)

Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage	LF 2023 : 69,9
	(LF 2022 : 65)

Subventions autres ministères	5	Dégrevements législatifs	7,3	Amendes de police	0,6
	(5)		(6,7)		(0,6)
			Fonds accélération de transition écologique	2	
				(0)	

Concours financiers de l'État aux collectivités locales	LF 2023 : 55
	(LF 2022 : 52,8)

Prélèvements sur recettes dont	45,6	Mission RCT	4,3	TVA des régions	5,1
	(43,2)	dont	(4,9)		(4,7)
DGF	26,9	DGD	1,315		
FCTVA	6,7	DETR	1,046		
DCRTP	2,9	DSL (communes et groupements)	0,570		
Comp. réduction de 50 % des val. loc. des locaux industriels	3,8	DSI Départements	0,212		
Soutien exceptionnel prix énergie	1,5	Comp. régions frais de gestion TH	0,293		

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	LF 2023
Bloc Communal	FDPTP DUCSTP	FDPTP DUCSTP	FDPTP DCRTIP	DCRTIP	Aucun écartement	Aucun écartement	Aucun écartement

1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*

ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

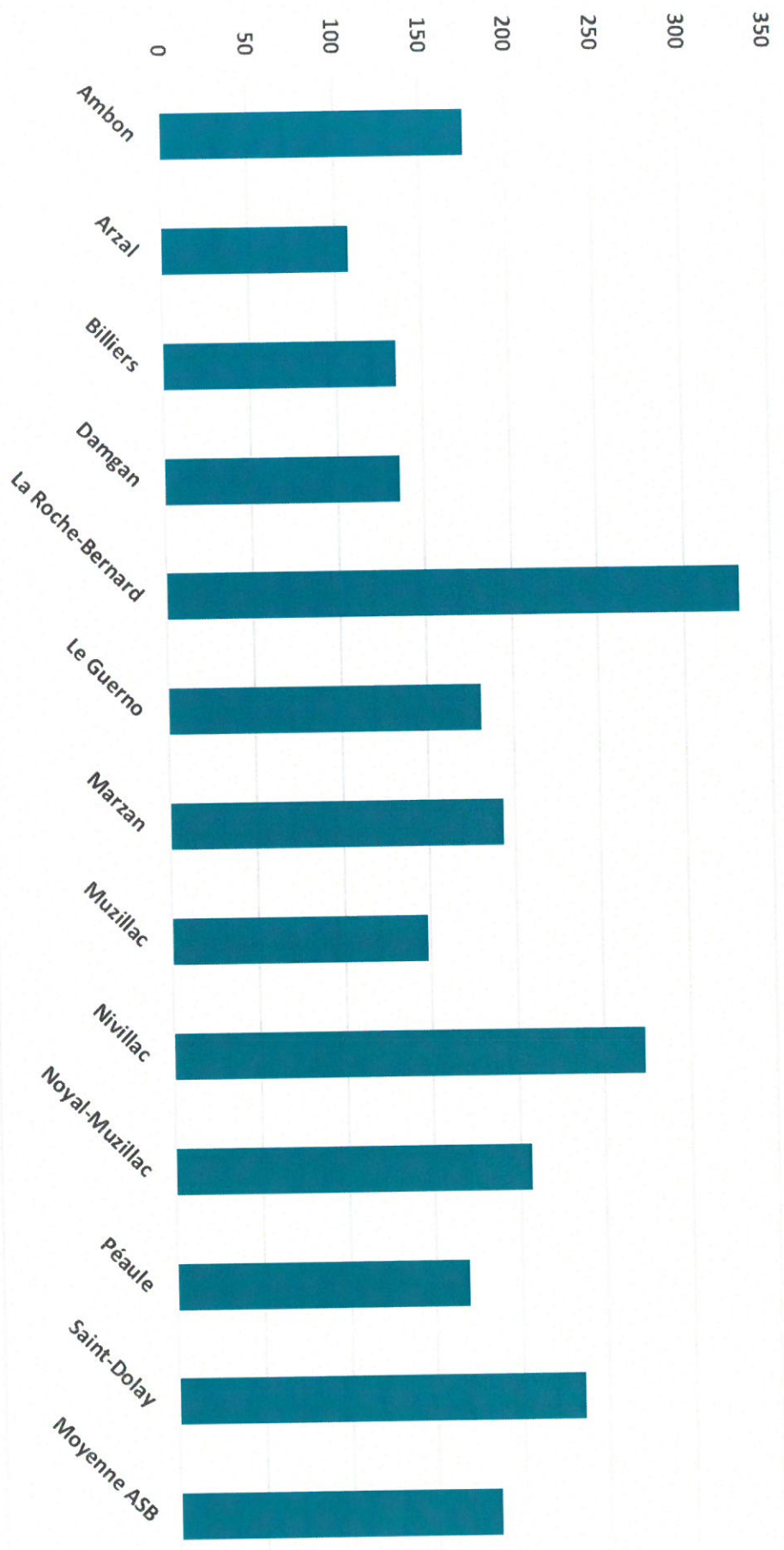
Evolution DGF 2021-2022

Communes	DGF 2021	DGF 2022	Evolution 2021-2022		Population DGF 2022	DGF par Hab
			en €	en %		
Ambon	445 989 €	463 657 €	17 668 €	3,96	2 648	175
Arzal	219 247 €	221 563 €	2 316 €	1,06	2 050	108
Billiers	182 024 €	184 563 €	2 539 €	1,39	1 370	135
Damgan	631 786 €	660 279 €	28 493 €	4,51	4 864	136
La Roche-Bernard	255 859 €	254 843 €	-1 016 €	-0,40	768	332
Le Guerno	187 122 €	193 985 €	6 863 €	3,67	1 070	181
Marzan	481 004 €	505 065 €	24 061 €	5,00	2 618	193
Muzillac	781 294 €	805 892 €	24 598 €	3,15	5 444	148
Nivillac	1 307 294 €	1 372 920 €	65 626 €	5,02	5 025	273
Noyal-Muzillac	558 551 €	568 810 €	10 259 €	1,84	2 751	207
Péaule	488 787 €	498 863 €	10 076 €	2,06	2 957	169
Saint-Dolay	632 896 €	650 507 €	17 611 €	2,78	2 758	236
Total Communes ASB	6 171 853 €	6 380 947 €	209 094 €	3,39	34 323	186
Arc Sud Bretagne	1 264 761 €	1 252 129 €	-12 632 €	-1,00	34 323	36

1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023PD07-DE

DGF 2022 par habitant



1- 3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

La DGF des communes

La Loi de Finances pour 2023, dans son article 195, apporte plusieurs modifications techniques relatives aux dotations.

L'enveloppe globale DGF étant figée depuis plusieurs années, l'abondement des dotations de péréquation était financé en partie par l'écrêtement de la dotation forfaitaire. La LF 2023 exonère d'écrêtement pour l'année 2023 la dotation forfaitaire des communes mais également la compensation part salaire des EPCI.

Elle instaure un encadrement des évolutions de la DSR « cible » dans le but de garantir leur prévisibilité et leur stabilité. Ainsi cette mesure devrait permettre aux communes éligibles à cette fraction de ne pas percevoir un montant inférieur à 90% ni supérieur à 120% du montant perçu l'année précédente.

Rappel du mode de calcul en 2022 :

Dotation forfaitaire N-1

+ / -

Variation de la population DGF N / N-1

-

Ecrêtement si le Potentiel fiscal/hab >
85% du potentiel fiscal moyen/hab
(Max. 1% des RRF N-2)

Calcul pour 2023

Dotation forfaitaire N-1

+ / -

Variation de la population DGF N / N-1

Recommandations :

Estimer l'évolution de la population DGF en 2023 en prenant en compte la population Insee 2020 (en vigueur au 01/01/2023), majorée du nombre de résidences secondaires et des places de caravanes 2022 indiquées sur la fiche DGF 2022.

2/ Si la population est stable, prévoir en 2023 le même montant de dotation que celui perçu en 2022.

Source : Finance Active

La DGF des communes péréquation verticale

Abondement exceptionnel pour la DSR en 2023

Depuis la fin de la contribution au redressement des finances publiques en 2018, les dotations de péréquation verticale sont moins abondées qu'auparavant. En effet, de 2014 à 2017, ces dotations de péréquation avaient pour objectif de « contrer » la baisse de la dotation forfaitaire pour les communes les moins favorisées.

Pour 2023, les abondements de DSU et de DSR ont été portés à 200 M€ pour la DSR. 60% de ces 200 M€ bénéficieront à la fraction péréquation de la DSR.

Abandon du projet de remplacement du critère de longueur de voirie par un critère de densité

Le Gouvernement avait suivi la recommandation du CFL de remplacer le critère de longueur de voirie par un critère de densité afin de corriger des différences de traitement injustifiées entre communes. La Lfi 2023 n'a pas repris cette modification du critère de calcul et conserve la méthode applicable en 2022

Mise en place d'une garantie d'évolution de la DSR Part cible

La part cible de la dotation de solidarité rurale, ne disposait jusque-là d'aucune garantie d'évolution annuelle. La Lfi2023 prévoit la mise en place d'un encadrement, ainsi cette mesure devrait permettre aux communes éligibles à cette fraction de ne pas percevoir un montant inférieur à 90% ni supérieur à 120% du montant perçu l'année précédente.

1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

La DGF des communes péréquation verticale

DSR mécanisme de garantie de sortie

	Bourg-centre	Péréquation	Cible
Jusqu'en 2022	Entre 90% et 120% du montant perçu l'année précédente	Entre 90% et 120% du montant perçu l'année précédente	Aucune
A partir de 2023	Entre 90% et 120% du montant perçu l'année précédente	Entre 90% et 120% du montant perçu l'année précédente	Entre 90% et 120% du montant perçu l'année précédente

DSR rappel des garanties en cas d'inéligibilité

Bourg-centre	Péréquation	Cible
50% de la dotation perçue l'année précédente	Aucune	50% de la dotation perçue l'année précédente

Recommandations :

DSR : Retenir par prudence une progression identique à celle de 2022.

DNP : L'enveloppe étant reconduite à l'identique, stabiliser le montant de cette dotation si la commune y est toujours éligible.

1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Modification des modalités de répartition

- **Suppression du critère d'exclusion du reversement du FPIC du fait d'un effort fiscal agrégé (EFA) inférieur à 1** : des ensembles intercommunaux (EI) étaient exclus du bénéfice du FPIC en lien avec ce critère excluant. Ainsi, la suppression de cette exclusion devrait entraîner l'éligibilité d'EI venant ainsi exclure d'autres EI du bénéfice du FPIC.
- **Modification des mécanismes de garantie** : un EI n'étant plus éligible au reversement du FPIC percevait jusqu'à maintenant 50% du montant n-1 puis 0 € l'année suivante. La LFI 2023 prévoit qu'il perçoit 90% du montant n-1 puis 75% l'année suivante, 50% la troisième année, 25% la quatrième année puis 0 € la cinquième année. Le mécanisme de sortie passe donc d'un étalement de 2 ans à 4 ans.

Sortie du FPIC en 2022

FPIC	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Notification						
Rang du dernier éligible métropole	753	750	747	745	745	745
Rang Ensemble intercommunal Arc Sud Bretagne	749	768	721	840	737	765
Nombre Ensembles intercommunaux classés après ASB	4		26		8	
Nombre Ensembles intercommunaux classés avant ASB		18		95		20

Source : Finance Active

1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Evolution du FPIC : sortie en 2022 et 2023

FPIC Part communale	2018 Sortie (-20% EI de N-1)	2019 Ré-entrée	2020 Sortie (-50% EI de N-1)	2021 Ré-entrée	2022 Sortie (-50% EI de N-1)	2023 Sortie	Evolution	
							en €	en %
Ambon	26 704 €	31 353 €	15 389 €	34 176 €	18 218 €	0 €	-18 218 €	-100,00
Arzal	24 309 €	28 004 €	13 884 €	29 803 €	14 755 €	0 €	-14 755 €	-100,00
Billiers	14 843 €	17 526 €	8 725 €	19 208 €	9 869 €	0 €	-9 869 €	-100,00
Damgan	39 869 €	46 458 €	23 051 €	51 201 €	26 600 €	0 €	-26 600 €	-100,00
La Roche-Bernard	5 958 €	7 287 €	3 613 €	7 892 €	3 880 €	0 €	-3 880 €	-100,00
Le Guerno	14 643 €	17 387 €	8 595 €	18 974 €	9 402 €	0 €	-9 402 €	-100,00
Marzan	35 922 €	40 616 €	20 074 €	44 098 €	22 420 €	0 €	-22 420 €	-100,00
Muzillac	57 176 €	66 364 €	32 846 €	71 291 €	35 211 €	0 €	-35 211 €	-100,00
Nivillac	69 001 €	81 502 €	40 972 €	88 688 €	43 769 €	0 €	-43 769 €	-100,00
Noyal-Muzillac	36 926 €	42 651 €	20 941 €	44 739 €	21 800 €	0 €	-21 800 €	-100,00
Péaule	35 164 €	41 085 €	20 662 €	45 042 €	21 873 €	0 €	-21 873 €	-100,00
Saint-Dolay	40 419 €	47 434 €	23 491 €	51 480 €	25 421 €	0 €	-25 421 €	-100,00
Total Part communale	400 934 €	467 667 €	232 243 €	506 592 €	253 218 €	0 €	-253 218 €	-100,00
Part intercommunale (ASB)	272 612 €	332 365 €	167 773 €	365 541 €	182 789 €	0 €	-182 789 €	-100,00
Total FPIC	673 546 €	800 032 €	400 016 €	872 133 €	436 007 €	0 €	-436 007 €	-100,00
Ensemble Intercommunal								

Des mesures de soutien maintenues au profil de l'investissement local

Les mesures de soutien à l'investissement sont reconduites, mais stabilisées, en 2023. Un montant de 2 Mds€ est prévu et réparti en quatre enveloppes distinctes comprenant des conditions d'éligibilité différentes (DSIL, DETR, DPV et DSID).

La LF 2023 met un terme à la DSIL exceptionnelle introduite en 2021.

Récapitulatif des concours financiers au soutien de l'investissement local

	LF 2022	LF 2023
FCTVA	6,5 Mds€	6,7 Mds€
DSIL	907 M€ <i>Dont 337M€ d'enveloppe exceptionnelle</i>	570 M€
DETR	1,046 Mds€	1,046 Mds€
DPV	150 M€	150 M€
DSID	212 M€	212 M€
TOTAL	8,8 Mds€	8,7 Mds €

➤ **Autres concours financiers de l'Etat :**

- « Fonds vert » en 2023 : 2 Mds € pour soutenir les projets de transition écologique des collectivités locales (performance environnementale (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets, adaptation des territoires au changement climatique et l'amélioration du cadre de vie)
- Dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité et la revalorisation des aménités rurales abondée en 2023 pour un montant total de 41 M€
- La provision pour subventions exceptionnelles, accordées aux collectivités territoriales confrontées à ²³ des difficultés financières, revalorisée de 8 M€.

1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le *07/03/2023*
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

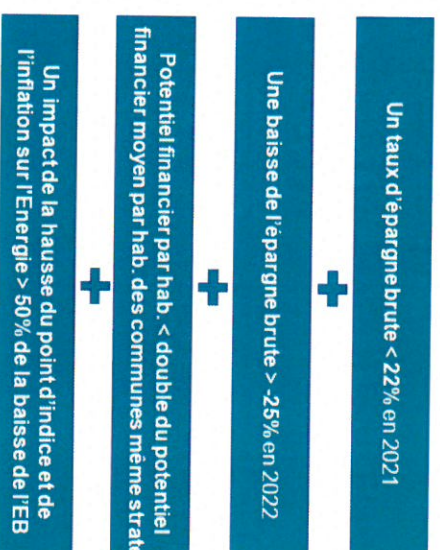
Mesures de soutien face à la crise

Filet de sécurité 2022

L'une des mesures introduites par la loi de finances rectificative concernant les communes et leurs groupements est la dotation de compensation.

Pourquoi ?	Compenser une partie de la hausse des dépenses 2022 liée à l'augmentation du point d'indice et à l'inflation des prix de l'énergie et de l'alimentation.
Pour qui ?	Communes et EPCI
Quel périmètre ?	Budget principal + annexes + subventions DSP
Quand faire la demande ?	Avant le 30 Juin 2023. Ou avant le 15 novembre pour versement d'un acompte de 30% à 50% qui sera notifié avant le 15 décembre 2022
Auprès de qui ?	Préfet de département et directeur départemental des finances publiques
Quelle date de versement ?	Au plus tard le 31 Octobre 2023

Critères d'éligibilité cumulatif



1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Mesures de soutien face à la crise

- **Nouveau filet de sécurité pour 2023**
Contrairement à celui institué par la LFR 2022 il concernera le bloc communal mais également les régions et les départements.

Critères d'éligibilité :

Une baisse de l'épargne brute > -15% entre 2022 et 2023 (constatée au CA)



Potentiel financier par hab. < double du potentiel financier moyen par hab. des communes même strate

Mode de calcul :

Hausse constaté en 2023 liée à l'augmentation des dépenses d'énergie , électricité et chauffage urbain



50% de la hausse des RRF en 2023 par rapport à 2022



50% de cette différence sera la dotation de compensation

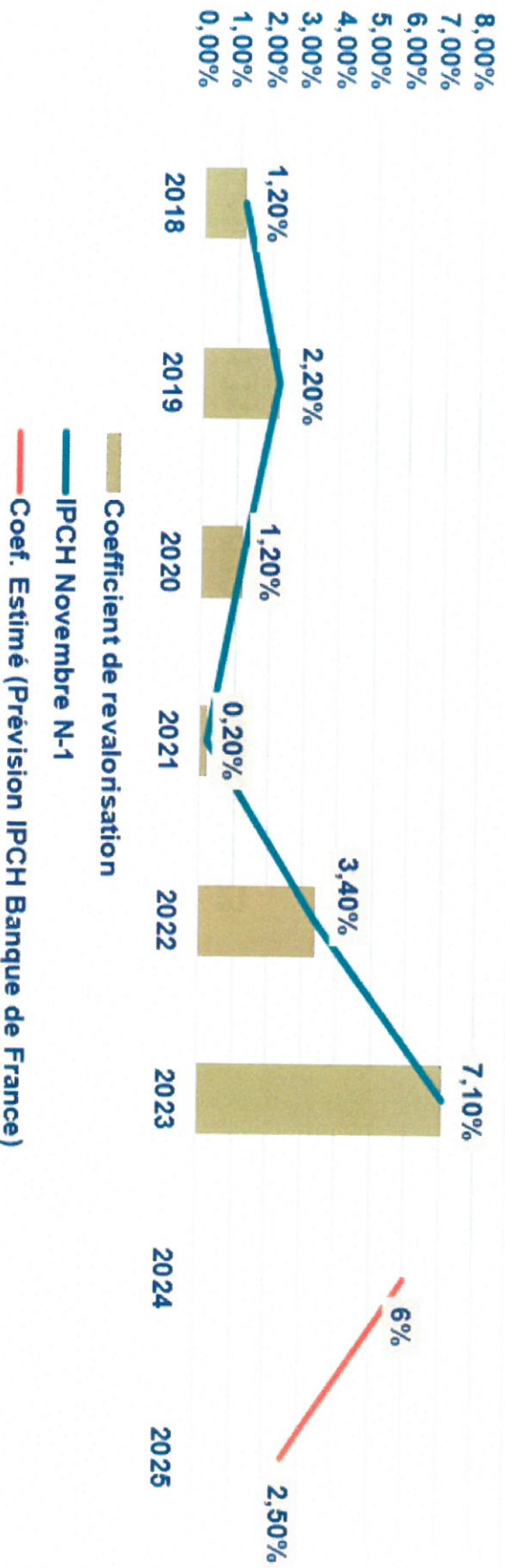
1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Fiscalité locale

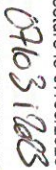
Revalorisation forfaitaire des bases fiscales : + 7,1 % en 2023

Evolution du coefficient de revalorisation des bases fiscales



Le Code Général des Impôts prévoit la revalorisation des valeurs locatives foncières en fonction de l'inflation constatée (Article 1518 bis). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2 (pour application en année N). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1).

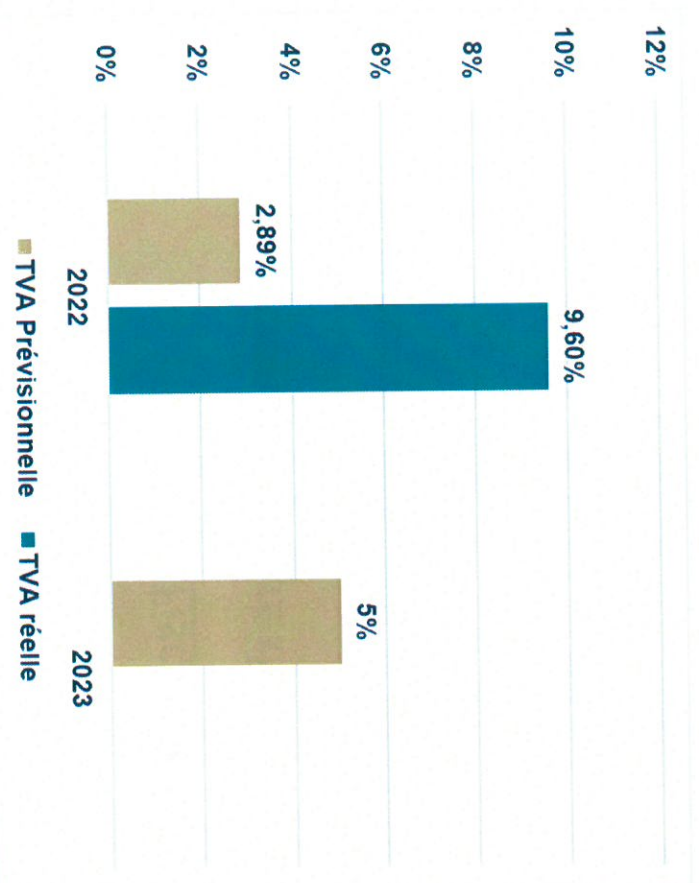
1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

FISCALITE Progression de la fraction de TVA

Depuis 2021, les EPCL reçoivent une fraction de TVA afin de compenser la perte de la TH. Pour l'année 2022, la TVA a progressé plus que prévue. Ainsi la fraction de TVA des EPCL a progressé de +9.6% par rapport à 2021.

Evolution de la TVA en 2022 et prévision 2023



Recommandations :

Pour l'année 2023 le gouvernement prévoit une progression de la TVA de 5%. Il est recommandé de prévoir une hypothèse prudente de +3% en 2023

1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

FISCALITE Suppression de la CVAE

Conformément aux engagements pris par le Président de la République, la LFI 2023 prévoit la suppression de la CVAE (*Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises*) afin de poursuivre l'allègement des impôts de production, initié en 2021. Elle est étalée sur 2 années : en 2023, la cotisation due par les entreprises redevables sera diminuée de moitié et, en 2024, ces entreprises redevables ne paieront plus de CVAE.

	2023	2024 et suivant
ENTREPRISES	Taux CVAE réduit de moitié	Suppression de la CVAE
COLLECTIVITE	Dès 2023, perte de la CVAE et compensations des exonérations de CVAE	

Calcul de la compensation : Les collectivités bénéficiant en 2022 de recettes de CVAE, percevront une **fraction de taxe sur la valeur ajoutée qui sera divisée chaque année en deux parts :**

- une **part fixe** correspondant à la moyenne de leurs recettes de CVAE des années 2020, 2021, 2022 et 2023.
- une **part correspondant à la dynamique, si elle est positive, de la fraction de TVA** calculée au niveau national affectée à un **fonds national d'attractivité économique des territoires**, dont les modalités de répartition restent à arrêter après concertation avec les collectivités. Ce mécanisme doit permettre de maintenir l'incitation pour ces collectivités et groupements de communes à attirer de nouvelles activités économiques sur leur territoire.

1- 3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

FISCALITE Suppression de la CVAE

Calcul de la compensation

PART 1 : part individuelle	Moyenne CVAE entre 2020 et 2023 + compensation d'exonération de CVAE entre 2020 et 2023
PART 2 : part « dynamique »	Reversement de la progression de la fraction de TVA nationale <i>Modalités à définir</i>

Autres conséquences

En parallèle, pour éviter tout effet de report, en particulier en défaveur du secteur industriel, le plafonnement de la contribution économique territoriale (CET) en fonction de la valeur ajoutée, qui devient un plafonnement de la seule cotisation foncière des entreprises, est abaissé de 2 % de la valeur ajoutée à 1,625 % en 2023, puis 1,25 % en 2024.

1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

FISCALITE

Taxe sur les Logements Vacants (TLV) et Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS)

Applicable dans toutes les communes où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande, un niveau élevé de loyers, un niveau élevé de prix d'acquisition. La liste des communes impactées paraîtra dans un décret.

■ **Extension de l'applicabilité de ces taxes**

Auparavant, ces taxes n'étaient applicables que dans les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants où existait un déséquilibre entre l'offre et la demande.

A partir du 1^{er} janvier 2023, ces deux taxes seront également applicables dans les autres communes où il existe également « un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande, un niveau élevé de loyers, un niveau élevé de prix d'acquisition, ». Si l'application de la TLV est automatique, l'instauration de la majoration de THRS est exceptionnellement réalisable jusqu'au 28 février 2023.
Les communes impactées par seront listées dans un décret à paraître.

- **Hausse du taux applicable à la TLV** en première année et en deuxième année.
En effet, jusqu'en 2022, le taux applicable lors de la première année d'imposition était 12,5% puis 25% à compter de la deuxième année.

La LF 23 augmente ses deux taux en les faisant passer respectivement à 17% et 34%.

1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

FISCALITE Autres mesures

- **Contribution Economique Territoriale (CVAE et CFE) :** Pour tenir compte de la suppression progressive de la CVAE, le plafonnement de la CET est modifié : 1,625% en 2023 et 1,25 % en 2024 (uniquement sur la CFE)
- **Taxe d'aménagement :**
 - Création d'une exonération facultative pour les constructions ou aménagements réalisés sur des terrains dépollués.
 - Modification de la valeur forfaitaire des piscines pour le calcul de la taxe d'aménagement
 - Augmentation de la valeur forfaitaire des places de stationnement à ciel ouvert pour la taxe d'aménagement (TA)
 - Suppression de l'obligation de partage entre les communes et l'intercommunalité
- **Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les logements sociaux :** elle peut être prolongée de 15 à 20 ans lorsque leur construction remplit au moins quatre des cinq critères de qualité environnementale. (+ 10 ans si subvention ou prêt aidé)
- **Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des bâtiments agricoles utilisés par les associés exploitants agricoles membres d'une même société d'exploitation**

1-3 Mesures de la loi de finances 2023 affectant ARC SUD BRETAGNE

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

- **Valeurs locatives des locaux professionnels** : actualisation « classique » en 2023 (moyenne de l'évolution annuelle des loyers des 3 années précédentes), la révision de 2022 ne s'appliquera qu'en 2025.
- **Valeurs locatives des locaux d'habitation** : report de 2 ans des dispositions relatives à la révision.
- **Partage de l'IFER relative aux centrales photovoltaïques** : la part revenant aux communes passe ainsi à 70 %, contre 30 % pour les départements.
- **Exonération de taxe sur les locaux à usage de bureaux des terrains de sport attenants à des locaux commerciaux**
- **Suppression de la condition de « non cohabitation » pour les abattements, dégrèvements et exonérations de TFPB et THRS pour les personnes à faible revenu**
- **Centre National de la Fonction Publique Territoriale(CNFPT)** : financé en partie par l'État pour les frais de formation des apprentis employés par les collectivités, la création en 2022 d'une cotisation supplémentaire (maximum 0,1%) à la charge des collectivités territoriales amorce la diminution de la participation de l'État.

2- Tendances des finances locales

- 2-1 : Résultats de clôture
- 2-2 : Analyse rétrospective des dépenses et des recettes réelles 2018-2022
- 2-3 : Ratios de gestion
- 2-4 : Dette
- 2-5 : Charges de personnel

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le *07/03/2023*
ID : 056-215601477-20230227-2023DD07-DE

2-1 Résultats de clôture – Budgets annexes

Budget lotissements

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

		2018	2019	2020	2021	2022
LOTISSEMENTS						
Fonctionnement						
Recettes		1 153 280,48 €	1 142 041,12 €	1 021 390,76 €	317 704,32 €	44 503,12 €
Dépenses		1 116 413,63 €	1 080 263,89 €	1 091 632,16 €	173 956,42 €	24 629,46 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT		36 866,85 €	61 777,23 €	- 70 241,40 €	143 747,90 €	19 873,66 €
Excédent antérieur reporté		24 165,06 €	61 031,91 €	122 809,14 €	52 567,74 €	196 315,64 €
Résultat de fonctionnement au 31-12 avec report		61 031,91 €	122 809,14 €	52 567,74 €	196 315,64 €	216 189,30 €
Investissement						
Recettes		1 104 477,55 €	1 080 263,89 €	911 639,12 €	173 956,10 €	24 629,34 €
Dépenses		1 080 263,89 €	911 639,12 €	230 554,72 €	- €	- €
RESULTAT INVESTISSEMENT		24 213,66 €	168 624,77 €	681 084,40 €	173 956,10 €	24 629,34 €
Déficit antérieur reporté		-1 104 477,55 €	-1 080 263,89 €	- 911 639,12 €	- 230 554,72 €	- 56 598,62 €
Résultat d'investissement au 31-12 avec report		-1 080 263,89 €	- 911 639,12 €	- 230 554,72 €	- 56 598,62 €	- 31 969,28 €
RESULTAT GENERAL						
Excédent / déficit antérieur reporté		-1 019 231,98 €	- 788 829,98 €	- 177 986,98 €	139 717,02 €	184 220,02 €
RESULTAT DE CLOTURE		-2 099 544,47 €	-1 808 061,96 €	- 966 816,96 €	38 269,96 €	323 937,04 €

Un excédent dégagé de 184 220,02 € sur l'exercice 2022.

Cela s'explique par la vente de deux terrains :

Lot de la croix Jacques : 1 pour un montant de 25 060,84 €

Lotissement de Sainte Marie : 1 pour un montant de 19 442,28 €

2-1 Résultats de clôture – Budget principal

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023007-DE

	BUDGET PRINCIPAL				
	2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement					
Recettes	4 147 661,25 €	4 482 404,80 €	4 642 806,85 €	4 794 929,62 €	4 805 431,10 €
Dépenses	3 402 466,44 €	3 700 952,97 €	3 550 643,35 €	3 689 475,91 €	3 820 902,18 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT	745 194,81 €	781 451,83 €	1 092 163,50 €	1 105 453,71 €	984 528,92 €
Excédent antérieur reporté	1 602 621,32 €	1 597 908,79 €	1 213 942,04 €	611 706,12 €	1 667 975,44 €
Résultat de fonctionnement au 31-12 avec report	2 347 816,13 €	2 379 360,62 €	2 306 105,54 €	1 717 159,83 €	2 652 504,36 €
Investissement					
Recettes	1 210 273,91 €	3 909 977,10 €	4 990 162,42 €	6 786 149,50 €	1 397 888,60 €
Dépenses	1 298 133,29 €	4 414 702,52 €	5 401 790,15 €	5 796 747,24 €	1 384 774,61 €
RESULTAT INVESTISSEMENT	- 87 859,38 €	- 504 725,42 €	- 411 627,73 €	989 402,26 €	13 113,99 €
Déficit antérieur reporté	- 529 802,64 €	- 617 662,02 €	- 1 122 387,44 €	- 1 534 015,17 €	- 544 612,91 €
Résultat d'investissement au 31-12 avec report	- 617 662,02 €	- 1 122 387,44 €	- 1 534 015,17 €	- 544 612,91 €	- 531 498,92 €
RESULTAT GENERAL	1 730 154,11 €	1 256 973,18 €	772 090,37 €	1 172 546,92 €	2 121 005,44 €
Excédent / déficit antérieur reporté	1 072 818,68 €	980 246,77 €	91 554,60 €	- 922 309,05 €	1 123 362,53 €
RESULTAT DE CLOTURE	2 802 972,79 €	2 237 219,95 €	863 644,97 €	250 237,87 €	3 244 367,97 €

Un excédent dégagé de **2 121 005,44 €** sur l'exercice 2022, augmentant la capacité d'auto-financement pour les projets d'investissement en 2023 sans recours à l'emprunt.

2-1 Résultats de clôture – Budgets annexes

Budget supérette

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *09/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023007-DE

	2018	2019	2020	2021	2022
SUPERETTE					
Fonctionnement					
Recettes	60 829,38 €	40 937,23 €	38 753,47 €	59 177,15 €	79 481,88 €
Dépenses	111 291,95 €	40 937,23 €	38 238,66 €	59 017,02 €	49 447,40 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT	- 50 462,57 €	- €	514,81 €	160,13 €	30 034,48 €
Excédent antérieur reporté	52 854,95 €	2 392,38 €	2 392,38 €	2 907,19 €	- €
Résultat de fonctionnement au 31-12 avec report	2 392,38 €	2 392,38 €	2 907,19 €	3 067,32 €	30 034,48 €
Investissement					
Recettes	39 641,65 €	30 655,61 €	30 655,61 €	30 655,61 €	33 722,93 €
Dépenses	44 627,15 €	47 617,96 €	51 589,06 €	55 576,47 €	61 680,72 €
RESULTAT INVESTISSEMENT	- 4 985,50 €	- 16 962,35 €	- 20 933,45 €	- 24 920,86 €	- 27 957,79 €
Déficit antérieur reporté	43 708,68 €	38 723,18 €	21 760,83 €	827,38 €	24 093,48 €
Résultat d'investissement au 31-12 avec report	38 723,18 €	21 760,83 €	827,38 €	- 24 093,48 €	- 52 051,27 €
RESULTAT GENERAL					
Excédent / déficit antérieur reporté	96 563,63 €	41 115,56 €	24 153,21 €	3 734,57 €	24 093,48 €
RESULTAT DE CLOTURE	137 679,19 €	65 268,77 €	27 887,78 €	- 17 291,59 €	- 46 110,27 €

Un déficit de 22 016,79 € sur l'exercice 2022.

Le budget principal devra venir financer ce budget par la subvention d'équilibre

2-1 Résultats de clôture – Budgets annexes

Budget assainissement

ASSAINISSEMENT		2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement						
Recettes		327 844,38 €	285 146,60 €	366 765,96 €	439 621,59 €	411 086,63 €
Dépenses		159 099,35 €	151 877,77 €	166 877,80 €	170 396,09 €	162 052,92 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT		168 745,03 €	133 268,83 €	199 888,16 €	269 225,50 €	249 033,71 €
Excédent antérieur reporté		224 317,40 €	259 340,23 €	344 712,37 €	467 938,94 €	657 571,39 €
Résultat de fonctionnement au 31-12 avec report		393 062,43 €	392 609,06 €	544 600,53 €	737 164,44 €	906 605,10 €
Investissement						
Recettes		765 589,01 €	479 356,98 €	175 471,06 €	210 819,33 €	228 388,17 €
Dépenses		1 028 717,00 €	358 639,47 €	216 199,91 €	270 861,33 €	210 412,58 €
RESULTAT INVESTISSEMENT		- 263 127,99 €	120 717,51 €	- 40 728,85 €	- 60 042,00 €	17 975,59 €
Déficit antérieur reporté		124 689,19 €	- 138 438,80 €	- 17 721,29 €	- 58 450,14 €	- 118 492,14 €
Résultat d'investissement au 31-12 avec report		- 138 438,80 €	- 17 721,29 €	- 58 450,14 €	- 118 492,14 €	- 100 516,55 €
RESULTAT GENERAL						
Excédent / déficit antérieur reporté		349 006,59 €	120 901,43 €	326 991,08 €	409 488,80 €	539 079,25 €
RESULTAT DE CLOTURE		603 630,22 €	495 789,20 €	813 141,47 €	1 028 161,10 €	1 345 167,80 €

Un excédent dégagé de 806 088,55 € sur l'exercice 2022.

Cela s'explique par l'absence d'investissements majeurs sur cet exercice.

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

2-1 Résultats de clôture – Consolidé

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *09/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

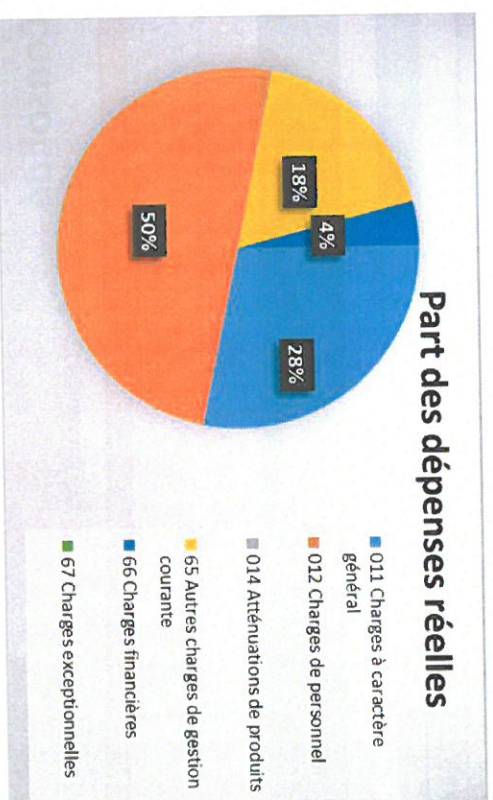
Résultat consolidé (BP + Budgets annexes)		2018	2019	2020	2021	2022
Fonctionnement						
Recettes		5 689 615,49 €	5 950 529,75 €	6 069 717,04 €	5 611 432,68 €	5 340 502,73 €
Dépenses		4 789 271,37 €	4 974 031,86 €	4 847 391,97 €	4 092 845,44 €	4 057 031,96 €
RÉSULTAT FONCTIONNEMENT		900 344,12 €	976 497,89 €	1 222 325,07 €	1 518 587,24 €	1 283 470,77 €
Excédent antérieur reporté		1 903 958,73 €	1 920 673,31 €	1 683 855,93 €	1 135 119,99 €	2 521 862,47 €
Résultat de fonctionnement au 31-12 avec report		2 804 302,85 €	2 897 171,20 €	2 906 181,00 €	2 653 707,23 €	3 805 333,24 €
Investissement						
Recettes		3 119 982,12 €	5 500 253,58 €	6 107 928,21 €	7 201 580,54 €	1 684 629,04 €
Dépenses		3 451 741,33 €	5 732 599,07 €	5 900 133,84 €	6 123 185,04 €	1 656 867,91 €
RÉSULTAT INVESTISSEMENT		- 331 759,21 €	- 232 345,49 €	207 794,37 €	1 078 395,50 €	27 761,13 €
Déficit antérieur reporté		- 1 465 882,32 €	- 1 797 641,53 €	- 2 029 987,02 €	- 1 822 192,65 €	- 743 797,15 €
Résultat d'investissement au 31-12 avec report		- 1 797 641,53 €	- 2 029 987,02 €	- 1 822 192,65 €	- 743 797,15 €	- 716 036,02 €
RÉSULTAT GENERAL						
Excédent / déficit antérieur reporté		438 076,41 €	123 031,78 €	- 346 131,09 €	- 687 072,66 €	1 778 065,32 €
RÉSULTAT DE CLOTURE		1 444 737,73 €	990 215,96 €	737 857,26 €	1 222 837,42 €	4 867 362,54 €

2-2 Analyse rétrospective des dépenses et des recettes réelles (Budget)

Dépenses réelles de fonctionnement

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
011 Charges à caractère général	909 491,00 €	874 572,80 €	760 444,24 €	833 355,64 €	1 033 715,81 €
Evolution N-1/N en %	16,39%	-3,84%	-13,05%	9,59%	24,04%
012 Charges de personnel	1 580 907,00 €	1 670 209,98 €	1 606 741,94 €	1 678 443,12 €	1 820 799,85 €
Evolution N-1/N en %	-2,64%	5,65%	-3,80%	4,46%	8,48%
014 Atténuations de produits	966,00 €	3 566,00 €	2 479,00 €	2 796,00 €	3 122,00 €
Evolution N-1/N en %	1,58%	269,15%	-30,48%	12,79%	11,66%
65 Autres charges de gestion courante	585 568,00 €	553 457,22 €	525 315,04 €	549 276,47 €	643 616,66 €
Evolution N-1/N en %	-11,07%	-5,48%	-5,08%	4,56%	17,18%
66 Charges financières	167 628,00 €	169 516,93 €	166 774,26 €	162 591,43 €	146 293,13 €
Evolution N-1/N en %	-4,23%	1,13%	-1,62%	-2,51%	-10,02%
67 Charges exceptionnelles	863,00 €	1 998,22 €	3 586,85 €	2 199,85 €	646,80 €
Evolution N-1/N en %	-95,11%	131,54%	79,50%	-38,67%	-70,60%
Sous-Total des écritures réelles	3 245 423,00 €	3 273 323,82 €	3 065 340,79 €	3 228 662,80 €	3 648 194,76 €
Evolution N-1/N en %	-0,37%	0,86%	-6,35%	5,33%	12,99%

Part des dépenses réelles 2022



Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023007-DE

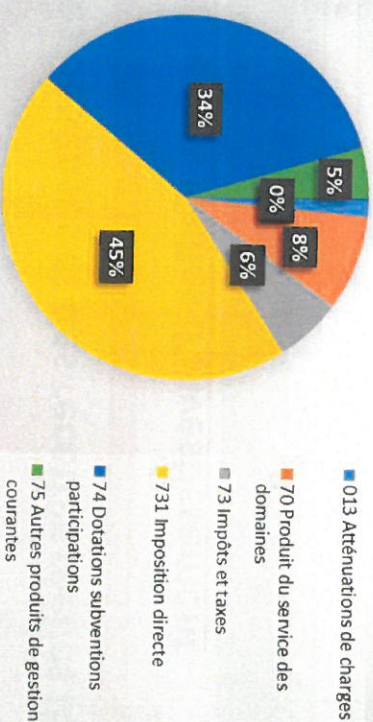
2-2 Analyse rétrospective des dépenses et des recettes réelles (Budget)

Recettes réelles de fonctionnement

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
013 Atténuations de charges	54 259,00 €	57 449,18 €	33 855,18 €	103 291,99 €	71 108,95 €
Evolution N-1/N en %	-13,15%	5,88%	-41,07%	205,10%	-31,16%
70 Produit du service des domaines	365 181,00 €	363 605,23 €	263 503,44 €	342 701,45 €	402 063,35 €
Evolution N-1/N en %	-20,68%	-0,43%	-27,53%	30,06%	17,32%
73 Impôts et taxes	2 044 839,00 €	2 107 649,74 €	1 928 843,53 €	2 526 682,70 €	2 818 220,49 €
731 Imposition directe	2 044 839,00 €	2 107 649,74 €	1 945 161,00 €	2 064 241,00 €	2 155 250,00 €
Evolution N-1/N en %	2,04%	3,07%	1,44%	8,37%	8,37%
74 Dotations subventions participations	1 477 772,00 €	1 462 910,97 €	1 538 288,06 €	1 573 641,75 €	1 633 952,40 €
Evolution N-1/N en %	5,81%	-1,01%	5,15%	2,30%	3,83%
75 Autres produits de gestion courantes	123 792,00 €	116 020,33 €	260 614,94 €	89 222,38 €	214 921,14 €
Evolution N-1/N en %	-9,15%	-6,28%	124,63%	-65,76%	140,88%
77 Produits exceptionnels	10 878,00 €	260 382,05 €	337 946,24 €	315 204,97 €	6 473,46 €
Evolution N-1/N en %	-88,74%	2293,66%	29,79%	-6,73%	-97,95%
Sous-Total des écritures réelles	4 076 720,65 €	4 368 017,51 €	4 572 213,02 €	4 740 986,24 €	4 765 589,79 €
Evolution N-1/N en %	-1,91%	7,15%	4,67%	3,69%	0,52%

Part des recettes réelles 2022

Part des recettes réelles



Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023007-DE

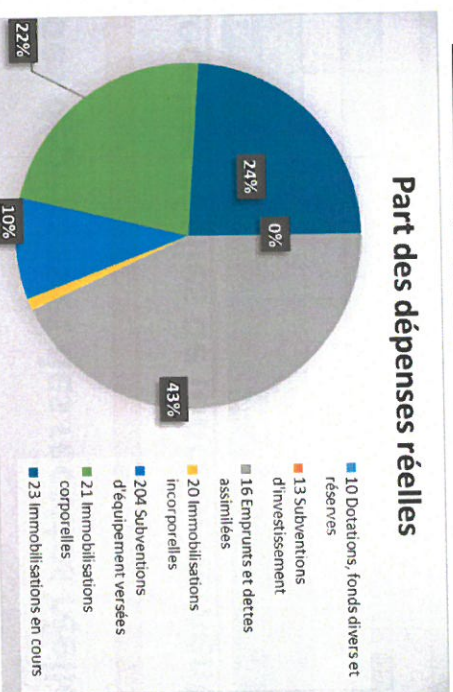
2-2 Analyse rétrospective des dépenses et des recettes réelles (Budget)

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le **07/03/2023**
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Dépenses réelles d'investissement

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	CA	CA	CA	CA	CA
	2018	2019	2020	2021	2022
10 Dotations, fonds divers et réserves	3 276,47 €	10 197,68 €	- €	- €	- €
Evolution N-1/N en %		211,24%			
13 Subventions d'investissement				- €	- €
Evolution N-1/N en %					
16 Emprunts et dettes assimilées	547 084,04 €	511 113,41 €	565 565,12 €	526 290,30 €	512 336,12 €
Evolution N-1/N en %	1,01%	-6,57%	10,65%	-6,94%	-2,65%
20 Immobilisations incorporelles	12 396,00 €	4 050,00 €	15 312,43 €	11 081,24 €	13 251,60 €
Evolution N-1/N en %	-22,19%	-67,33%	278,08%	-27,63%	19,59%
204 Subventions d'équipement versées		129 243,63 €	130 489,33 €	108 720,00 €	112 885,00 €
Evolution N-1/N en %		0,96%		-16,68%	3,83%
21 Immobilisations corporelles	103 427,90 €	160 526,90 €	534 924,57 €	218 798,24 €	265 800,38 €
Evolution N-1/N en %	-65,14%	55,21%	233,23%	-59,10%	21,48%
23 Immobilisations en cours	544 856,66 €	3 465 173,60 €	4 084 904,24 €	4 875 882,48 €	282 131,76 €
Evolution N-1/N en %	318,02%	535,98%	17,88%	19,36%	-94,21%
26 participations et créances		20 010,00 €			
Evolution N-1/N en %					
Sous-Total des écritures réelles	1 211 043,39 €	4 300 322,51 €	5 331 200,92 €	5 740 771,16 €	1 186 405,28 €
	21,85%	255,09%	23,97%	7,68%	-79,33%

Part des dépenses réelles 2022



2-2 Analyse rétrospective des dépenses et des recettes réelles (Bu

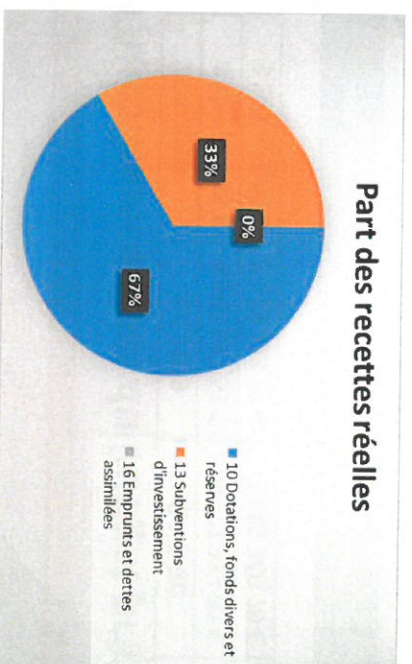
Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le **07/03/2023**
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Recettes réelles d'investissement

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	CA	CA	CA	CA	CA
	2018	2019	2020	2021	2022
10 Dotations, fonds divers et réserves	756 338,00 €	940 395,94 €	1 471 793,62 €	2 273 656,60 €	709 376,94 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>	8,89%	24,34%	56,51%	54,48%	-68,80%
13 Subventions d'investissement	49 629,36 €	134 930,92 €	538 325,22 €	500 672,10 €	356 682,29 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>	297,87%	171,88%	298,96%	-6,99%	-28,76%
16 Emprunts et dettes assimilées	200 000,00 €	1 906 070,34 €	1 796,76 €	1 000 000,00 €	593,00 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>	34506,87%	853,04%	-99,91%	55555,74%	-99,94%
20 Immobilisations incorporelles					
<i>Evolution N-1/N en %</i>					
21 Immobilisations corporelles	80 765,00 €				
<i>Evolution N-1/N en %</i>					
23 Immobilisations en cours			2 492 944,80 €	2 548 975,80 €	
<i>Evolution N-1/N en %</i>				2,25%	
27 Autres immobilisations financières					
<i>Evolution N-1/N en %</i>					
Sous-Total des écritures réelles	1 087 080,50 €	2 981 407,69 €	4 504 862,96 €	6 323 860,55 €	1 066 652,23 €
	53,63%	174,26%	51,10%	40,38%	-83,13%

Part des recettes réelles 2022

Part des recettes réelles



2-3 Ratios de gestion

Capacité d'Autofinancement du Budget principal

BUDGET PRINCIPAL	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Recettes réelles de fonctionnement	4 076 720,65 €	4 368 017,51 €	4 572 213,02 €	4 740 986,24 €	4 765 589,79 €
Dépenses réelles de fonctionnement	3 245 423,00 €	3 273 323,82 €	3 065 340,79 €	3 228 662,80 €	3 648 194,76 €

Epargne de gestion

988 911,00 € 1 005 829,45 € 1 335 699,08 € 1 359 710,19 € 1 257 215,21 €

Epargne brute

821 283,00 € 836 312,52 € 1 172 511,67 € 1 199 318,61 € 1 111 568,88 €

CAF brute en % des RRF (15 %)

20,15% 19,15% 25,64% 25,30% 23,32%

Annuité en capital de la dette

545 901,84 € 510 341,02 € 565 565,12 € 526 290,30 € 512 336,12 €

Epargne nette

275 381,16 € 325 971,50 € 606 946,55 € 673 028,31 € 599 232,76 €

CAF Nette en % RRF (5 à 7 %)

6,75% 7,46% 13,27% 14,20% 12,57%

- **Epargne de gestion** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.
- **Epargne brute** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière de la collectivité
- **Epargne nette** = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023007-DE

2-3 Ratios de gestion

Capacité d'Autofinancement du Budget principale

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le *07/03/2023*
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE



Le taux d'épargne brute s'élève à 23,32 % en 2022. Il est très bien positionné par rapport à la recommandation de la Chambre Régionale des comptes (CRC) généralement admise entre 8 et 12 %

Quant à l'épargne nette, elle s'est légèrement dégradée en 2022 par rapport à 2020 et 2021 mais devrait évoluer plus favorablement dans les années à venir du fait de la diminution des remboursements de capital.

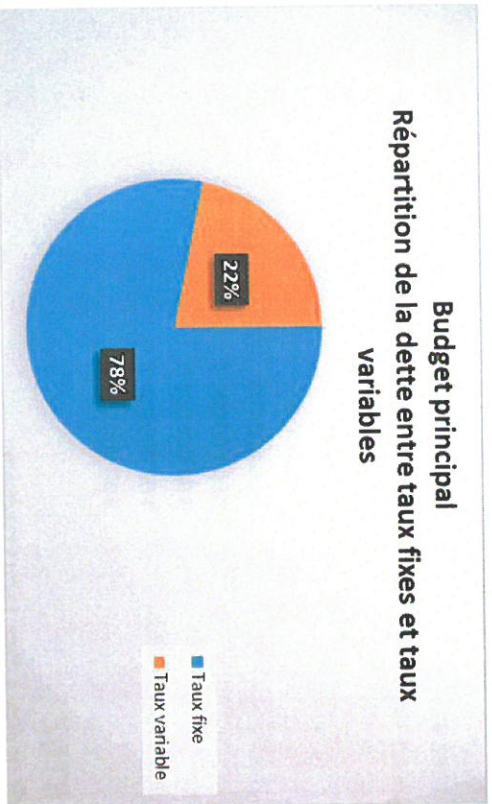
2-4 Dette

BUDGET PRINCIPAL

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023007-DE

Dettes du budget principal au 1er janvier 2022	6 654 872,87 €
Amortissement de la dette en 2022	512 336,12 €
Emprunts nouveaux en 2022	- €
Encours de la dette au 31 décembre 2022	6 151 311,00 €

Nombre d'emprunts au 1er janvier 2022	23
Emprunts arrivés à échéance en 2022	0
Emprunts nouveaux en 2022	0
Nombre d'emprunts au 31 décembre 2022	23



Nombre d'habitants au 1^{er} janvier 2023 :
4 844

Dettes par habitant au 1^{er} janvier 2023 :
1 269,88 €

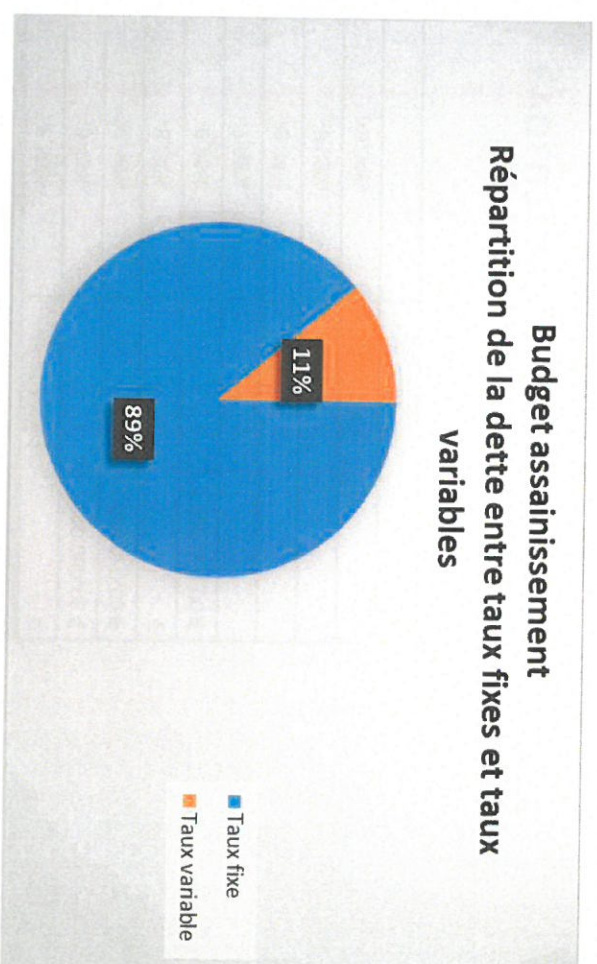
2-4 Dette

BUDGET ASSAINISSEMENT

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Dettes du budget assainissement au 1er janvier 2022	1 174 239,18 €
Amortissement de la dette en 2022	166 049,33 €
Emprunts nouveaux en 2022	- €
Encours de la dette au 31 décembre 2022	1 008 240,16 €

Nombre d'emprunts au 1er janvier 2022	10
Emprunts arrivés à échéance en 2022	1
Emprunts nouveaux en 2022	0
Nombre d'emprunts au 31 décembre 2022	9



BUDGET SUPERETTE

Dettes du budget superette au 1er janvier 2022	1 71 641,55 €
Amortissement de la dette en 2022	60 080,72 €
Emprunts nouveaux en 2022	- €
Encours de la dette au 31 décembre 2022	111 560,83 €

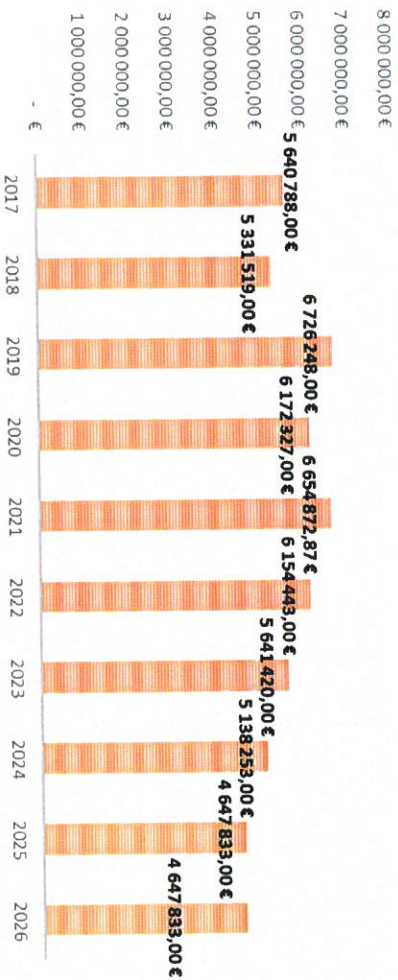
Nombre d'emprunts au 1er janvier 2022	2
Emprunts arrivés à échéance en 2022	0
Emprunts nouveaux en 2022	0
Nombre d'emprunts au 31 décembre 2022	2

2-4 Dette

Evolution de l'encours de la dette de 2017 à 2026

Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2017	-8,80%	- €
2018	-5,48%	200 000,00 €
2019	26,16%	1 906 070,00 €
2020	-8,24%	- €
2021	-6,25%	1 000 000,00 €
2022	-7,52%	
2023	-8,34%	
2024	-8,92%	
2025	-9,54%	
2026		

EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE DE 2017 À 2026



Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le 07/03/2023
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

2-4 Dette

La capacité de désendettement de la collectivité

Ce ratio traduit le nombre d'années de CAF qui seraient nécessaires au remboursement de la dette si elles y étaient totalement consacrées. On estime qu'au-delà de 10 ans, la capacité de remboursement est faible.

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le *07/03/2023*
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

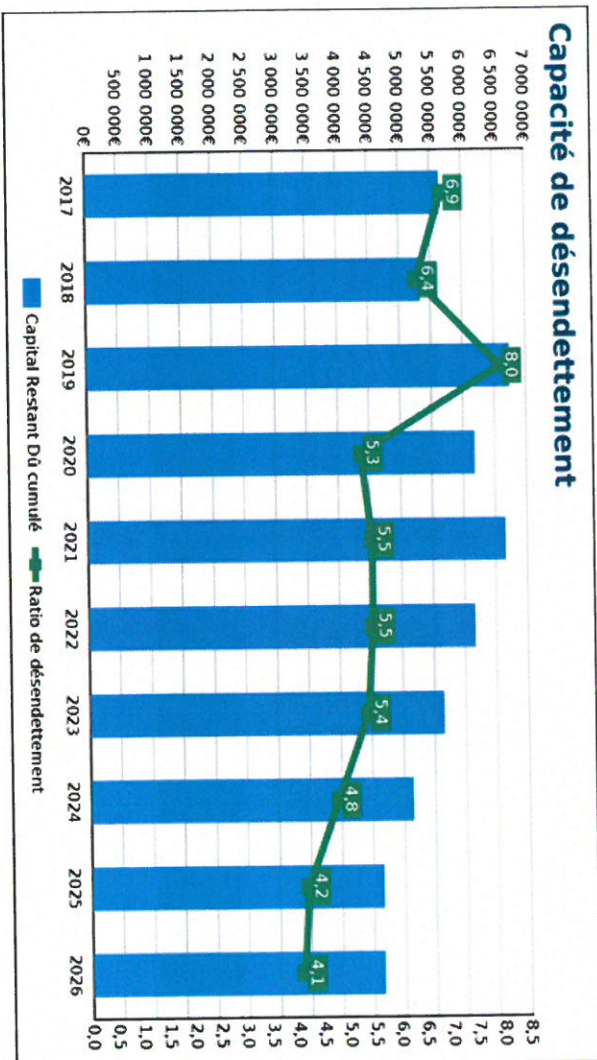
BUDGET PRINCIPAL		2018	2019	2020	2021	2022
Encours total de la dette au 31/12 de l'année	5 331 519,00 €	6 726 248,00 €	6 172 327,00 €	6 654 872,87 €	6 154 443,00 €	
CAF BRUTE	821 283,00 €	836 312,52 €	1 172 511,67 €	1 199 318,61 €	1 111 568,88 €	
Capacité de remboursement de la dette	6,49	8,04	5,26	5,55	5,54	

Le poids de la dette

BUDGET PRINCIPAL		2018	2019	2020	2021	2022
Annuité de la dette	713 663,00 €	673 088,00 €	736 292,00 €	680 186,00 €	660 372,15 €	
Recettes réelles de fonctionnement	4 076 720,65 €	4 368 017,51 €	4 572 213,02 €	4 740 986,24 €	4 765 589,79 €	
Poids de la dette en %	17,51%	15,41%	16,10%	14,35%	13,86%	

2-4 Dette

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le *07/03/2023*
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE



A l'exception de l'année 2021 où la commune a réalisé un emprunt de 1M€, ce scénario démontre un désendettement sans nouvel emprunt. Un nouvel emprunt pourrait être envisagé à l'horizon 2025.

Cela génère une diminution du ratio de désendettement qui passe de 5,5 ans en 2021 à 4,1 ans en 2026. Celui-ci est bien positionné par rapport au seuil d'alerte fixé à 12 ans.

2-4 Dette

L'Etat de la dette par habitant

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

	2018	2019	2020	2021	2022
--	------	------	------	------	------

Dette par habitant	1 166,12 €	1 451,81 €	1 314,38 €	1 406,95 €	1 292,41 €
Annuité par habitant	156,09 €	145,28 €	156,79 €	143,80 €	138,68 €

Evolution de la dette par habitant de 2018 à 2022



2-5 Charges de personnel

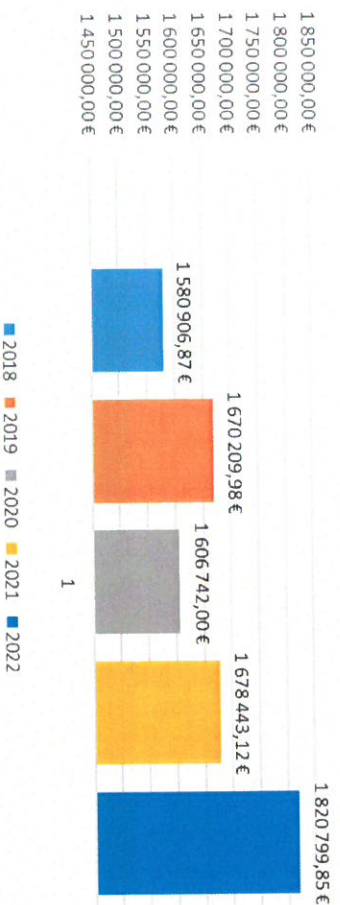
Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le **07/03/2023**
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Evolution des charges de personnel de 2018 à 2022

2018	2019	2020	2021	2022
1 580 906,87 €	1 670 209,98 €	1 606 742,00 €	1 678 443,12 €	1 820 799,85 €

Moyenne sur les 3 dernières années : 1 701 994 €

Evolution des charges de personnel de 2018 à 2022



L'effectif reste le même qu'en 2021.
Il est composé de 38 agents titulaires soit 35,2 ETP et de 10 agents contractuels soit 7,28 ETP

Soit un total de 48 agents = 42,48 ETP

L'augmentation des charges de personnel est liée à l'augmentation du régime indemnitaire des agents, au glissement vieillesse technicité, à l'avancement de certains agents et à l'augmentation du point d'indice +3,5 % au 1^{er} juillet 2022.

Il est tout de même à noter une recette de 71 108,95 € au chapitre 013 qui vient atténuer ce niveau de charge.

3- Orientations budgétaires 2023

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

3-1 : Projet DOB 2023 section de fonctionnement

- Charges de personnel
- Evolution des ressources et particulièrement celles des dotations de l'Etat
- Fiscalité

3-2 : Projet DOB 2023 section d'investissement

- Frais d'études et subventions d'équipement versées
- Immobilisations corporelles et immobilisations en cours
- Le financement des investissements

3-3 : Evolution du fonds de roulement du budget principal

3-1 Projet DOB : 2023 – Section de fonctionnement

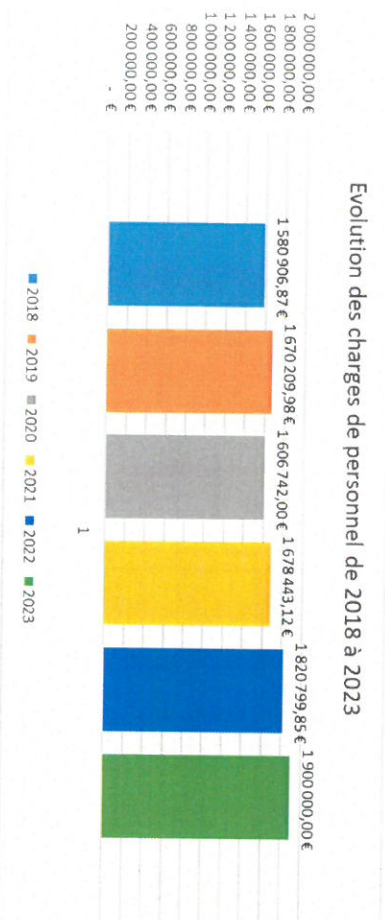
Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *09/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023007-DE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BP 2019		CA 2019		CA 2021		BP 2022		CA 2022		BP 2023		Evolution en % / BP 2022
Écritures réelles													
013 Atténuations de charges	30 000,00 €	57 449,18 €	103 291,99 €	35 000,00 €	71 108,95 €	35 000,00 €	380 000,00 €	30,32%					
70 Produit du service des domaines	290 000,00 €	363 605,23 €	342 701,45 €	291 600,00 €	402 063,35 €	380 000,00 €	30,32%						
73 Impôts et taxes	2 038 000,00 €	2 107 649,74 €	252 682,70 €	200 406,00 €	281 820,49 €	171 083,00 €	-14,63%						
731			2 064 241,00 €	2 133 713,00 €	2 155 250,00 €	2 297 076,07 €	7,66%						
74 Dotations subventions participations	1 458 000,00 €	1 462 910,97 €	1 573 641,75 €	1 550 000,00 €	1 633 952,40 €	1 642 171,00 €	5,95%						
75 Autres produits de gestion courantes	123 000,00 €	116 020,33 €	89 222,38 €	90 000,00 €	214 921,14 €	100 000,00 €	11,11%						
77 Produits exceptionnels	253 500,00 €	260 382,05 €	315 204,97 €	- €	6 473,46 €	100 000,00 €							
Sous-Total des écritures réelles	4 192 500,00 €	4 368 017,50 €	4 740 986,24 €	4 300 719,00 €	4 765 589,79 €	4 625 330,07 €	7,55%						

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BP 2019		CA 2019		CA 2021		BP 2022		CA 2022		BP 2023		Evolution en % / BP 2022
011 Charges à caractère général	957 600,00 €	874 572,80 €	833 355,64 €	1 060 000,00 €	1 033 715,81 €	1 095 739,00 €	3,37%						
012 Charges de personnel	1 700 000,00 €	1 670 209,98 €	1 678 443,12 €	1 830 000,00 €	1 820 799,85 €	1 900 000,00 €	3,83%						
014 Atténuations de produits	3 566,00 €	3 566,00 €	2 796,00 €	4 000,00 €	3 122,00 €	4 000,00 €	0,00%						
65 Autres charges de gestion courante	607 136,62 €	553 457,22 €	549 276,47 €	670 120,00 €	643 616,66 €	670 000,00 €	-0,02%						
66 Charges financières	180 300,00 €	169 516,93 €	162 591,43 €	160 000,00 €	146 293,13 €	146 000,00 €	-8,75%						
67 Charges exceptionnelles	6 000,00 €	1 998,22 €	2 199,85 €	50 000,00 €	646,80 €	50 000,00 €	0,00%						
			- €	70 000,00 €		150 000,00 €	114,29%						
Sous-Total des écritures réelles	3 454 602,62 €	3 273 321,15 €	3 228 662,51 €	3 844 120,00 €	3 648 194,25 €	4 015 739,00 €	4,46%						

Les charges de personnel

2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
1 623 847,31 €	1 580 906,87 €	1 670 209,98 €	1 606 742,00 €	1 678 443,12 €	1 820 799,85 €	1 900 000,00 €



Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Perspectives 2023 :

- Mise en place du complément indemnitaire annuel (CIA)
 - 2 Recrutements en + :
 Une Directrice / Directrice adjointe de l'ALSH à temps complet
 Un agent polyvalent des services techniques à temps complet
 - GVT (Glissement vieillesse technicité) : + 2 %
- Remplacement de 3 agents :
 Directrice du Forum
 Responsable du service espaces verts
 Gestionnaire des ressources humaines
- Etudes à mener :
 Participation de la commune à la complémentaire santé
 Participation de la commune à la prévoyance

Les Charges de personnel

Tableau des emplois et des effectifs au 01/01/2023 Agents titulaires

Pôle	Services	Dénominations comptables	Embauche	Niveau	GRADE	Poste pourvu	Quantité ETP	Date d'effet		
ADMINISTRATION GENERALE	DIRECTION GENERALE	Affaires générales	Directeur générale des services	ADM	Attaché	1	1	05/07/2021		
		Finances	Comptable	ADM	Adjoint adm pal de 1ère classe	1	1	01/11/2021		
		Ressources humaines	Gestionnaire des ressources humaines	ADM	Adjoint adm pal de 3ème classe	1	1	01/09/2022		
		Affaires générales et services à la population	Responsable du pôle	ADM	Rédacteur	1	1	05/07/2021		
RESSOURCES	SERVICE A LA POPULATION	Accueil état civil	Agent d'accueil	ADM	Adjoint adm pal 2ème classe	1	1	14/06/2022		
		Accueil état civil	Agent d'accueil	ADM	Adjoint administratif	1	1	05/07/2021		
		Accueil état civil	Agent d'accueil	ADM	Adjoint adm pal 1ère classe	1	1	05/07/2021		
		URSAVIS	Assistante administrative	ADM	Adjoint adm pal de 1ère classe	1	1	01/09/2022		
		Receve postale - communication	Assistante administrative	ADM	Adjoint adm pal de 1ère classe	1	1	01/09/2022		
		CADRE DE VIE	POLE TECHNIQUE	SERVICES TECHNIQUES	Directeur général / Adjoint et Directeur des Services Techniques	TECH	Technicien principal de 2ème classe	1	1	05/07/2021
					Agent polyvalent des services techniques	TECH	Adjoint technique pal 1ère cl	1	1	05/07/2021
					Agent polyvalent des services techniques	TECH	Adjoint technique pal 1ère cl	1	1	05/07/2021
					Agent polyvalent des services techniques	TECH	Adjoint techn pal 1ère cl	1	1	05/07/2021
					Agent polyvalent des services techniques	TECH	Adjoint technique	1	1	01/01/2023
Responsable du service espaces verts	TECH				Technicien principal de 1ère classe	1	1	05/07/2021		
Agent d'entretien des espaces verts	TECH				Agent de maîtrise	1	1	01/01/2022		
Agent d'entretien des espaces verts	TECH				Adjoint tech principal de 2ème cl	1	1	01/01/2021		
Responsable des bâtiments	TECH				Adjoint technique principal de 3ème classe	1	1	01/09/2022		
Agent de restauration et d'entretien des bâtiments	TECH				Adjoint technique	1	1	05/07/2021		
Agent de restauration et d'entretien des bâtiments	TECH	Adjoint techn pal 2ème cl	1	1	05/07/2021					
Agent de restauration et d'entretien des bâtiments	TECH	Adjoint techn pal 2ème cl	1	1	05/07/2021					
Agent de restauration et d'entretien des bâtiments	TECH	Adjoint technique	1	1	05/07/2021					
Agent de restauration et d'entretien des bâtiments	TECH	Adjoint technique	1	1	05/07/2021					
Agent de restauration et d'entretien des bâtiments	TECH	Adjoint technique	1	1	01/01/2023					
ANIMATION EDUCATION	ENFANCE JEUNESSE	VIE SCOLAIRE	Directrice du pôle	ANIM	Attaché	1	1	01/01/2022		
			Directeur / Directeur adjoint de l'ASH	ANIM	Animatrice	1	1	Recrutement en cours		
			Directeur / Directeur adjoint de l'ASH	ANIM	Adjoint d'animation	1	1	05/07/2021		
			Directrice adjointe de l'accueil pédi- scolaire	ANIM	Adjoint d'animation	1	1	05/07/2021		
			Animatrice	ANIM	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	1	1	05/07/2021		
			Animatrice	ANIM	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	1	1	05/07/2021		
			Animatrice	ANIM	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	1	1	05/07/2021		
			Animatrice	ANIM	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	1	1	05/07/2021		
			Animatrice	ANIM	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	1	1	05/07/2021		
			Animatrice	ANIM	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	1	1	05/07/2021		
CULTURE	POLE CULTURE	FORUM	Directrice de la médiathèque	ADM	Redacteur principal 1ère classe	1	1	05/07/2021		
			Directrice de la médiathèque	ADM	Redacteur principal 1ère classe	1	1	05/07/2021		
			Directrice de la médiathèque	ADM	Redacteur principal 1ère classe	1	1	05/07/2021		
			Directrice de la médiathèque	ADM	Redacteur principal 1ère classe	1	1	05/07/2021		
			Directrice de la médiathèque	ADM	Redacteur principal 1ère classe	1	1	05/07/2021		
			Directrice de la médiathèque	ADM	Redacteur principal 1ère classe	1	1	05/07/2021		
			Directrice de la médiathèque	ADM	Redacteur principal 1ère classe	1	1	05/07/2021		
			Directrice de la médiathèque	ADM	Redacteur principal 1ère classe	1	1	05/07/2021		
			Directrice de la médiathèque	ADM	Redacteur principal 1ère classe	1	1	05/07/2021		
			Directrice de la médiathèque	ADM	Redacteur principal 1ère classe	1	1	05/07/2021		
POLICE PLURICOMMUNALE	POUET	MECANIQUE	police municipale	POUCE	Chef du service de police	1	1	05/07/2021		
			police municipale	POUCE	Chef du service de police	1	1	05/07/2021		
TOTAL						41	37,91			

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le 07/03/2023
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Tableau des emplois et des effectifs au 01/01/2023 Agents contractuels

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Pôle	Services	Champs de compétence	Fonction	filière	GRADE	poste pourvu	Quotité ETP		Date d'effet
CAADRE DE VIE	POLE TECHNIQUE	Espaces verts	Agent d'entretien des espaces verts	TECH	apprenti	1	TC	1	
			Agent d'entretien en des espaces verts	TECH	apprenti	1	TC	1	
CULTURE	POLE CULTURE	Mediatheque	Agent d'accueil	CULT	adjoint du patrimoine	1	TNC	0,42	
			Conseiller numérique	ANIM	adjoint d'animation	1	TC	1	
			Agent de restauration et d'entretien des bâtiments	TECH	adjoint technique	1	TNC	0,51	
			Agent de restauration et d'entretien des bâtiments	TECH	adjoint technique	1	TNC	0,51	
			Agent de restauration et d'entretien des bâtiments	TECH	adjoint technique	1	TNC	0,8	
ENTRETIEN DES BATIMENTS ET RESTAURATION SCOLAIRE		Entretien	Agent de restauration et d'entretien des bâtiments	TECH	adjoint technique	1	TNC	0,85	
			Agent de restauration et d'entretien des bâtiments	TECH	adjoint technique	1	TNC	0,85	
			Animatrices	ANIM	adjoint animation	1	TNC	0,48	
ANIMATION - EDUCATION	POLE ENFANCE - JEUNESSE	Animation							
TOTAL						9		6,57	
TOTAL GENERAL						50		44,48	

Evolution des ressources, particulièrement celles des dotations de l'É

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le 07/03/2023
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

La Dotation Globale de Fonctionnement

La DGF des communes comprend la dotation forfaitaire (DF) et les dotations de péréquation verticale (DSU, DSR et DNP). La Loi de Finances pour 2023, dans son article 195, apporte plusieurs **modifications techniques relatives aux dotations**.

• En effet, l'enveloppe globale DGF étant figée depuis plusieurs années, l'abondement des dotations de péréquation était financé en partie par l'écêtement de la dotation forfaitaire. La LF exonère d'écêtement pour l'année 2023 la dotation forfaitaire des communes mais également la compensation part salaire des EPCI.

• De plus, la LF 2023 instaure un encadrement des évolutions de la DSR « cible » dans le but de garantir leur prévisibilité et leur stabilité. Ainsi cette mesure devrait permettre aux communes éligibles à cette fraction de ne pas percevoir un montant inférieur à 90% ni supérieur à 120% du montant perçu l'année précédente

Intitulé	Evolution 2022-2023							
	2018	2019	2020	2021	2022	BP 2023	En €	En %
Dotation forfaitaire	478 865,00 €	484 205,00 €	489 642,00 €	493 121,00 €	496 157,00 €	503 157,00 €	7 000,00 €	1,41%
Dotation de solidarité rurale	526 771,00 €	551 365,00 €	598 809,00 €	637 220,00 €	683 180,00 €	724 171,00 €	40 991,00 €	6,00%
Dotation nationale de péréquation	167 337,00 €	171 685,00 €	169 961,00 €	176 953,00 €	193 583,00 €	180 000,00 €	- 13 583,00 €	-7,02%
Total	1 172 973,00	1 207 255,00	1 258 412,00	1 307 294,00	1 372 920,00	1 407 328,00	34 408,00 €	2,51%

Recommandations Finance Activ

■ **Pour la dotation forfaitaire** : Proposition d'évolution de + 1,41 % liée à l'augmentation de la population

Pour la dotation de solidarité rurale : enveloppe supplémentaire de 20 millions mais prudence avec une recommandation d'augmentation de + 6 %

Pour la dotation nationale de péréquation : proposition de baisse de -7,02 %

Evolution des ressources, particulièrement celles des dotations de l'É

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le *07/03/2023*
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Le Fonds de péréquation des Ressources Intercommunales et communales : prévision de – 51,68 %

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées. L'intercommunalité est redevenue inéligible au reversement du FPIC en 2022 et la collectivité ne percevra plus le FPIC en 2023.

FPIC	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Evolution 2022-2023	
	En €	En €	En €	En €	En €	En €	En €	En %
	69 000,00 €	81 502,00 €	40 972,00 €	88 688,00 €	43 769,00 €	-	-43 769,00 €	-100,00%

Fiscalité : Revalorisation des bases de + 7,10 %

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023007-DE

La suppression de la TH sur les résidences principales conduit au mécanisme suivant :

- Suppression du produit de la taxe d'habitation pour les résidences principales et maintien du produit des résidences secondaires
- Compensation par une partie de la taxe sur le foncier bâti départemental. Le taux évolue donc de la manière suivante : taux communal (23,79 % + taux départemental 15,26 % soit un taux de 39,05 %)
- La commune faisant partie des communes sous compensées, elle percevra des rôles supplémentaires pour palier la suppression de la TH

Fiscalité	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	Evolution 2022-2023 En €	En %	OBSERVATIONS
Take d'habitation									
Base nette imposable taxe d'habitation	4 124 720	4 260 619	4 364 319	4 12 333	427 269	457 605	30 336,00 €	7,10%	Augmentation du nombre de résidences secondaires
Taux taxe d'habitation	18,99%	18,99%	18,99%	18,99%	18,99%	18,99%			
Produit de la taxe d'habitation	783 284,33 €	809 091,55 €	826 885,18 €	78 302,04 €	81 138,00 €	86 899,19 €	5 761,19 €	7,10%	

Take sur le foncier bâti	Base nette imposable taxe foncière sur le bâti	Taux taxe foncière sur le bâti	Produit de la taxe foncière sur le bâti	Evolution 2022-2023 En €	En %	OBSERVATIONS
	3 290 746	23,7900%	782 868,47 €	280 705,00 €	7,55%	Augmentation des bases de 7,1 % + dynamisme physique des bases de 0,55 %
	3 377 330	23,7900%	803 466,81 €	107 615,00 €	7,50%	

Take sur le foncier non bâti	Base nette imposable taxe foncière sur le non bâti	Taux taxe foncière sur le non bâti	Produit de la taxe foncière sur le non bâti	Evolution 2022-2023 En €	En %	OBSERVATIONS
	305 238	49,89%	152 283,24 €	16 000,96 €	4,17%	L'augmentation repose sur l'indice des loyers
	49 899%	146 049,48 €	143 556,48 €	5 976,88 €	4,17%	
	1 718 436,04 €	1 758 607,84 €	1 806 790,76 €	119 353,07 €	7,20%	
	5 673	2 256	2 000	26 141,00 €	13,60%	
	0	0	0	145 494,07 €	7,26%	
	1 724 109,04 €	1 760 864,00 €	1 808 790,76 €			

Bases communiquées par les services de la Préfecture le 10/02/2023
Il n'est pas prévu d'augmenter les taux sur l'exercice 2023

3-2 Projet DOB : 2023 – Section d'investissement

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	BP 2019		CA 2019		BP 2020		CA 2020		BP 2021		CA 2021		BP 2022		CA 2022		BP 2023		
	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA			
Écritures réelles																			
10 Dotations, fonds divers et réserves	10 200,00 €	10 197,68 €	10 000,00 €	- €	5 000,00 €	- €	5 000,00 €	- €	5 000,00 €	- €	5 000,00 €	- €	5 000,00 €	- €	5 000,00 €	- €	5 000,00 €	5 000,00 €	
13 Subventions d'investissement																			
16 Emprunts et dettes assimilées	511 460,00 €	511 113,41 €	565 781,00 €	565 565,12 €	540 000,00 €	540 000,00 €	526 290,30 €	520 000,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €	11 081,24 €	108 720,00 €	114 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €	80 000,00 €	512 336,12 €	519 000,00 €	
20 Immobilisations incorporelles	17 873,20 €	4 050,00 €	33 505,20 €	15 312,43 €	14 020,00 €	14 020,00 €	11 081,24 €	80 000,00 €	80 000,00 €	11 081,24 €	108 720,00 €	114 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €	13 251,60 €	54 091,00 €	
204 Subventions d'équipement versées	129 320,00 €	129 243,63 €	131 213,00 €	130 489,33 €	109 000,00 €	109 000,00 €	108 720,00 €	114 000,00 €	114 000,00 €	108 720,00 €	108 720,00 €	114 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €	112 885,00 €	109 000,00 €	
21 Immobilisations corporelles	246 067,63 €	160 526,90 €	589 283,50 €	534 924,57 €	406 400,00 €	406 400,00 €	218 798,24 €	218 798,24 €	1 997 498,92 €	1 997 498,92 €	4 875 882,48 €	1 997 498,92 €	1 997 498,92 €	1 997 498,92 €	1 997 498,92 €	282 131,76 €	265 800,38 €	197 119,20 €	
23 Immobilisations en cours	3 998 555,49 €	3 465 173,60 €	4 887 830,60 €	4 084 904,24 €	5 927 501,12 €	4 875 882,48 €	1 997 498,92 €	1 997 498,92 €	1 997 498,92 €	1 997 498,92 €	4 875 882,48 €	1 997 498,92 €	1 997 498,92 €	1 997 498,92 €	1 997 498,92 €	282 131,76 €	282 131,76 €	539 789,80 €	
26 Participations et créances	21 000,00 €	20 010,00 €																	
Sous-Total des écritures réelles	493 4476,32 €	430 0315,22 €	6 217 613,30 €	5 331 195,69 €	7 001 921,12 €	5 740 772,26 €	3 216 498,92 €	1 86 404,86 €											1 424 000,00 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT	BP 2019		CA 2019		BP 2020		CA 2020		BP 2021		CA 2021		BP 2022		CA 2022		BP 2023	
Écritures réelles	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA	BP	CA		
10 Dotations, fonds divers et réserves	938 786,34 €	940 395,94 €	1 435 418,58 €	1 471 793,62 €	2 214 399,42 €	2 273 656,60 €	619 184,39 €	709 376,94 €									222 504,47 €	
13 Subventions d'investissement	478 908,00 €	134 930,92 €	869 605,22 €	538 325,22 €	1 113 173,75 €	500 672,10 €	867 353,00 €	356 682,29 €									625 203,00 €	
16 Emprunts et dettes assimilées	1 901 000,00 €	1 906 070,34 €	- €	1 796,76 €	1 150 000,00 €	1 000 000,00 €	1 50 000,00 €	593,00 €									150 000,00 €	
20 Immobilisations incorporelles			- €		- €													
21 Immobilisations corporelles			- €		- €													
23 Immobilisations en cours			- €		- €													
27 Autres immobilisations financières			- €		- €													
Sous-Total des écritures réelles	3 318 694,34 €	2 981 397,20 €	2 305 023,80 €	2 011 915,60 €	7 577 573,17 €	6 323 304,50 €	1 636 537,39 €	1 066 652,23 €										997 707,47 €

Frais d'études et subventions d'équipement versées

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

L'année 2023 est une année charnière qui sera consacrée à la réalisation d'études de programmation pour des projets structurants futurs :

20 Immobilisations incorporelles	BP 2023
Appel à projet à vélo 2 - Etude pour des travaux de définition et de mise en œuvre d'une politique cyclable sur la commune	15 096,00 €
Dispositif Petites villes de demain - Plan guide avec l'ADDRN	6 841,00 €
AMO - Etude de programme salle des sports	32 154,00 €
Total	54 091,00 €

Déploiement du très haut débit sur la commune – Plan pluriannuel d'investissement avec ARC SUD BRETAGNE de 2019 à 2023
Dépense 445 € par prise (2 493 prises pour la commune de Nivillac) soit 1 109 385 € d'investissement avec un financement 50 % par ASB et 50 % par la commune soit **554 692,50 €** (Une partie du coût est imputée en fonctionnement)

204 Subventions d'équipement versées	BP 2023
Déploiement de la Fibre - participation pour la cinquième année	109 000,00 €
Total	109 000,00 €

Immobilisations corporelles et immobilisations en cours

21 Immobilisations corporelles	BP 2023
Acquisition de matériels informatiques pour tous les services	9 300,00 €
Acquisition de mobilier	1 000,00 €
Acquisition de matériel technique	6 370,24 €
Acquisition de véhicules	23 130,01 €
Opération bâtiment	2 250,00 €
Opération voirie	6 042,04 €
Opération espace vert	3 784,96 €
Finalisation de l'aménagement de l'école Andrée CHEDID (Acquisition de nouveaux équipements pour l'APS) - Poursuite du remplacement du mobilier des classes	6 894,76 €
Total	58 772,01 €

23 Immobilisations en cours	BP 2023
Aménagement et accessibilité rue de la piscine	3 130,72 €
Marché à bon de commande voirie Rue du vivier	5 676,10 €
Aménagement de la place des genêts	26 000,00 €
Travaux de mise en conformité de l'ancienne Mairie (Eaux pluviales + assainissement collectif)	19 700,00 €
Aménagement de la voirie du lotissement de la Croix Jacques	485 282,98 €
Total	539 789,80 €

Dépenses à arbitrer	BP 2023
	138 347,19 €
Total	138 347,19 €

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Le financement des investissements

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

10 Dotations, fonds divers et réserves	BP 2023
Excédent de fonctionnement capitalisé	52 504,47 €
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	70 000,00 €
Taxe d'aménagement	100 000,00 €
Total	222 504,47 €

16 Emprunts et dettes assimilées	
Emprunt de 150 000 € consenti par la CAF pour l'accueil périscolaire de l'école primaire publique Andrée CHEDID	150 000,00 €
Total	150 000,00 €

Pas de réendettement envisagé mais un autofinancement des projets 2023.
Toutefois, déblocage de l'emprunt consenti par la CAF pour l'accueil périscolaire de l'école primaire Andrée CHEDID
(Le déblocage ne peut se faire qu'après les levées de réserves)

Le financement des investissements

- Des subventions notifiées pour un montant de **625 203 €**
(RAR : 509 153 € et recettes nouvelles : 116 050 €)

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
 Reçu en préfecture le 07/03/2023
 Affiché le *07/03/2023*
 ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Subventions d'équipement	RAR	Propositions nouvelles 2023	BP 2023
Réhabilitation du complexe sportif et équipements sportifs structurants			
Etude de programmation		8 100,00 €	8 100,00 €
Opération voirie (66)			
Aménagement de la rue de la piscine - Dotation de soutien à l'investissement local (DSL)	100 000,00 €		100 000,00 €
Aménagements de voirie (PST) - 2022 - Entretien de la voirie hors agglomération	- €	25 450,00 €	25 450,00 €
Liaisons douces			
Schéma directeur vélo		12 500,00 €	12 500,00 €
Opération espace vert (68)			
Région Bretagne - Boisement de la Ville Jossy	- €		
Opération école (79)			
Région Bretagne	200 000,00 €		200 000,00 €
Etat - Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) (1ère tranche)	42 300,00 €		42 300,00 €
Etat - Dotation d'équipement des territoires ruraux (2ème tranche)	42 300,00 €		42 300,00 €
Etat - Fonds de soutien à l'investissement local (FSIL)	100 000,00 €		100 000,00 €
CAF pour l'accueil péri-scolaire au sein du groupe scolaire		50 000,00 €	50 000,00 €
Acquisition de matériel informatique dans le cadre de l'appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires	24 553,00 €		24 553,00 €
Police pluri-communale			
Participation des communes aux charges d'investissement	- €	20 000,00 €	20 000,00 €
Total	509 153,00 €	116 050,00 €	625 203,00 €

3-3 Evolution du fonds de roulement

Envoyé en préfecture le 07/03/2023
Reçu en préfecture le 07/03/2023
Affiché le 07/03/2023
ID : 056-215601477-20230227-2023D07-DE

Evolution du fonds de roulement

	2018	2019	2020	2021	2022
Fonds de roulement en début d'exercice	1 621 774,80 €	1 730 154,11 €	1 256 973,51 €	772 090,70 €	1 172 497,70 €
Résultat de l'exercice	108 378,71 €	- 473 180,60 €	- 484 882,81 €	400 407,00 €	948 455,30 €
Fonds de roulement en fin d'exercice	1 730 153,51 €	1 256 973,51 €	772 090,70 €	1 172 497,70 €	2 120 953,00 €

Volonté de maintenir un fond de roulement minimal de 650 000 €
(Cela représente environ 3 mois de charges de personnel)